Horizons et débats Case postale, CH-8000 Zurich Tél.: +41 44 350 65 50 Fax: +41 44 350 65 51 www.horizons-et-debats.ch CCP 87-748485-6

Horizons et débats

8044 Zürich

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal Zeit-Fragen

Pourquoi les professeurs sont-ils en colère?

par Claude Meunier-Berthelot, auteure, juriste et enseignante de nationalité française



Claude Meunier-Berthelot (photo mad)

hd. L'article suivant nous est parvenu de France. Il montre clairement comment les mêmes réformes pédagogiques absurdes y sont menées aussi bien en Suisse, en Allemagne et dans d'autres pays européens. Là aussi, les responsables politiques semblent insen-

sibles à toutes les objections et préoccupations pédagogiques justifiées, à toute expérience didactique, aux faits reconnus de la psychologie du développement et aux conditions anthropologiques. Là encore, les réformes sont présentées en partie par l'emploi de termes superficiellement mélodieux, porteurs d'une insignifiance indescriptible. Cui bono?

L'indigence des commentaires relatifs au prétendu projet de loi pour une «Ecole de la confiance» (sic) du ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a de quoi nous laisser perplexes sur la capacité des journalistes à saisir l'essence même du sujet et à éclairer le public, en dehors de quelquesuns qui, ayant bien compris le système, usent de toute la mauvaise foi dont ils sont coutumiers pour masquer la réalité de la situation et «servir la soupe» au Pouvoir en place. Ceux qui n'ont pas compris le film feraient bien de le rembobiner, ne serait-ce qu'à partir de la réforme de Claude Allègre [ministre de l'Education nationale de 1997 à 2000, ndt.]; bien que la dégradation du système éducatif lui soit bien antérieure, ce retour en arrière leur permettrait au moins de comprendre la logique du système.

Une réforme qui n'en est pas une ...

Considérant l'action de Monsieur Blanquer, il est tout d'abord à noter que ce projet n'est absolument pas une réforme de fond, bien au contraire!

Il ne s'agit que de la poursuite de la politique de ses prédécesseurs sur la base de la «Charte pour bâtir l'Ecole du XXIe siècle» de Claude Allègre publiée en 1999 consistant à révolutionner le système scolaire en lieu de vie pour nos enfants - ce qu'avait souligné Jack Lang alors ministre de l'Education [de 2000 à 2002, ndt.] «L'école doit être un lieu de vie»! – révolution caractérisée par la disparition des

savoirs dispensés par des cours et leur remplacement par des activités au cours desquelles les élèves sont censés construire leur savoir, autrement dit, l'Ecole n'est plus une Ecole.

Les besoins n'étant évidemment pas les mêmes pour une école-lieu d'instruction que pour une école-lieu de vie, il en résulte que les institutions doivent être modifiées, de même que l'organisation et le recrutement du personnel: c'est l'objet des différentes mesures prises.

Blanquer ne fait donc qu'inscrire son action dans la mise en œuvre de cette charte qui se met en place depuis lors, progressivement, par étapes, par les différents ministres qui se sont succédé à la tête du ministère de l'Education, «de façon méthodique et progressive sans heurter» comme l'avait recommandé Jack Lang, ministre de l'Education à la suite de Claude Allègre, au début des années 2000.

Un langage trompeur

Comme cette révolution scolaire est en opposition complète avec la volonté des parents et l'intérêt de la nation française, les activités (exemple: jouer au ballon, faire du patin à roulettes, aller à la piscine ...) ne sont jamais présentées telles quelles mais maquillées sous un langage ampoulé, ésotérique et très diversifié, incompréhensible pour le profane et laissant à penser au contraire, que les décisions prises sont destinées à améliorer la qualité du système éducatif; or, tout est fait pour sa destruction.

Ainsi, au niveau des principes, il est question de «pluridisciplinarité» (J.-M. Blanquer a bien précisé que l'approche pédagogique devait être résolument pluridisciplinaire), d'«interdisciplinarité», de «transversalité», de «transdisciplinarité», d'«enseignement pratique interdisciplinaire dérogatoire», afin de ne pas employer le simple mot «activité», et en ce qui concerne les activités elles-mêmes, il est question de «pédagogie de projet», de «TPE» (travaux personnels encadrés), «travaux croisés», «itinéraires de découverte» «éducation artistique et culturelle», «accompagnement personnalisé», «projet personnel de réussite éducative», «tutorat» et même «aide aux devoirs», etc. Tous ces qualificatifs sont des maquillages outranciers de simples activités.

Tout est fait pour tromper le public et paraître, non seulement crédible, mais à l'œuvre pour restaurer le système éducatif alors qu'il n'en est rigoureusement rien!

Des institutions recyclées sous des appellations différentes

Blanquer prétend créer les Instituts nationaux supérieurs du professorat (INSP). C'est à mourir de rire pour ne pas avoir à en pleurer quand on examine la loi s'y rapportant et dans laquelle il est stipulé: «Les mots ‹Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation> sont remplacés par les mots «Instituts supérieurs du professorat>» [...]. Et rien n'est modifié dans le texte!

Les INSP ne sont donc en réalité que les Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE), écoles n'ayant été ellesmêmes que les IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres) tellement décriés et pour cette raison prétendument supprimés en 2005 mais toujours actifs au sein des Universités et recyclés sous l'appellation ESPE (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) en 2013 par Vincent Peillon [ministre de l'Education de 2012 à 2014].

Jean-Michel Blanquer pérennise donc les IUFM sous une autre appellation: les INSP. Il ne crée absolument rien! Et c'est dire s'il

poursuit bien la même politique que ses prédécesseurs.

Modification de la formation du personnel enseignant?

De la même façon, il est prétendu que Blanquer prévoit notamment de modifier la formation des enseignants. Or, cette modification est déjà opérante avec les «emplois d'avenir professeur» (60000) créés par Vincent Peillon* qu'il recycle sous l'appellation «assistants d'éducation» et pour lesquels le recrutement se fait sur la base de personnels sans qualification, sans conditions de nationalité et sur critères sociaux. La formation universitaire disparaît, le formatage se faisant par la suite entièrement dans les IUFM-INSP et ce, pour tous les personnels, de la maternelle à l'université incluse.

Najat Vallaud-Belkacem [ministre de l'Education de 2014 à 2017] avait bien dit que cela devenait la «voie naturelle de recrutement» du personnel enseignant-qui-n'enseigne-plus.

Pour une école-lieu de vie, plus besoin de personnel qualifié, diplômé, ce qui explique aussi en grande partie, l'instauration du dispositif «Parcoursup» à l'entrée dans les universités pour faire «barrage». [«Parcoursup» est une plateforme nationale du Ministère de l'enseignement supérieur. Tous les lycéens, apprentis, étudiants souhaitant s'ins-

crire en première année de l'enseignement supérieur doivent constituer un dossier et formuler des vœux sur Parcoursup, ndt.]

Monsieur Blanquer poursuit donc cette politique sous une appellation autre, tout en prétendant innover.

Création d'établissements publics des savoirs fondamentaux?

C'était dans les cartons depuis longtemps! A partir du moment, où il n'y a plus de cours, où il n'y a plus de savoirs dispensés ni de formation intellectuelle, où il n'y a plus de niveau à atteindre mais seulement à faire réaliser des activités, les classes ne se justifient plus et il n'y a plus à faire de distinction entre école primaire et école secondaire; la création de ces établissements regroupant école primaire et collège et bientôt lycée – que J.-M. Blanquer appelle également l'«Ecole inclusive» – est logique.

Par contre, en ce qui concerne les savoirs fondamentaux, on pourra toujours «repasser» pour leur acquisition!

Les professeurs mécontents mais ... ce n'est pas d'hier!

Les professeurs sont mécontents certes, et ils le sont depuis un moment! 20% de personnel démissionnaire ces dernières années: du jamais vu! Mais chut! Les cerbères du système - ces chiens à trois têtes gardant la porte des enfers – autrement dit les syndicats ont veillé, n'ont pas bougé, alors qu'ils sont parfaitement au courant de ce qui se trame depuis des lustres mais comme toujours, ils poussent à manifester quand il est trop tard. Les professeurs ont été réduits au silence malgré les remous suscités par ce qu'ils considèrent à juste titre comme les aberrations du système – dans la mesure où ils considèrent – à tort – que c'est toujours une Ecole, car beaucoup n'ont pas encore compris, où l'on voulait les mener et mener nos enfants.

Le mot d'ordre de Blanquer: «Taisez-vous!»

Blanquer y a ajouté un «devoir d'exemplarité et de réserve»! Ce n'est pas un hasard! Les enseignants n'en peuvent plus, exaspérés par la situation qu'ils doivent gérer au quotidien et il sait parfaitement que l'explosion n'est pas loin, raison pour laquelle il leur impose le silence.

Silence! On tue l'intelligence de vos enfants! C'est l'«Ecole de la confiance», silence!

Nous savons donc pourquoi les professeurs sont en colère: abusés par le Pouvoir qui prétend travailler à la restauration du système éducatif, ils sont bien placés pour savoir qu'il n'en est rien et qu'au contraire, leur situation et celle des enfants qui leur sont confiés ne fait et ne fera que s'aggraver.

Les grèves? Des coups d'épée dans l'eau ...

Les grèves suscitées par les syndicats ne sont là que pour endiguer les mécontentements, mais il est évident qu'elles ne seront que de maigres lots de consolation, sans incidence sur la politique de J.-M. Blanquer, car il est bien trop tard: tout est organisé en amont pour qu'il poursuive sa politique.

Venant à contre temps et ne mettant pas forcément le doigt là où cela fait mal, elles ne seront, comme à l'accoutumée, que de simples coups d'épée dans l'eau!

Source: www.libertepolitique.com/Actualite/Decryptage/Pourquoi-les-professeurs-sont-ils-en-colere, du

* loi du 26/06/12, décret en CE n°2013-50 du 15/01/13

Epreuves d'allemand 2017 pour la vérification de l'atteinte des compétences fondamentales

mw. La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a mis deux et trois ans pour élaborer et présenter ses «Epreuves standardisées et informatisées en vue de la vérification de l'atteinte des compétences acquises» (11e année scolaire en mathématiques [élèves de 15 ans]/8° année scolaire en langue de scolarisation et en 1^{re} langue étrangère [élèves de 12 ans]).

Les élèves de 6e année ont été testés uniquement en lecture/compréhension et en orthographe.

Domaine de la lecture: textes courts (max. 1000 caractères), trois sortes de texte: narration, texte factuel, argumentation. En outre, un question-modèle simple avec un choix de quatre réponses.

«Exemple de tâche à accomplir pour un texte argumentatif avec capacité de compréhension explicite» (cf. tests 2019, p. 22)

Titre: «Vêtements de marque». Léa, 12 ans, exprime son opinion sur les vêtements de marque.

Question: Pourquoi certains jeunes achètentils des vêtements de marque, selon Tina?

Choix de réponses: parce que les vêtements de marque sont très chers/parce qu'ils n'aiment pas les vêtements moins chers/parce qu'ils veulent appartenir à un certain groupe/parce qu'ils veulent économiser leur argent.

Commentaire: Deux réponses sur quatre sont à supprimer de suite car tout élève de 6e classe réalise qu'elles sont insensées; la bonne solution apparaît quasi littéralement dans le texte: «[...] uniquement parce que vous voulez appartenir à un certain groupe [...]»).

«Exemple de tâche à accomplir pour un texte narratif avec capacité de compréhension explicite» (cf. tests 2019, p. 23)

Titre: «La fête de Noël de Lucas». «Lucas raconte une histoire concernant Noël.» Question: Quand cette histoire se passe-t-elle?

Choix de réponses: quelques mois avant Noël/Quelques jours avant Noël/A Noël même/Après Noël

Commentaire: La réponse est donnée par la première phrase de l'histoire: «Aucun doute possible, c'est bientôt Noël!», confirmée par l'affirmation dans la deuxième phrase expliquant que papa «déballe les guirlandes et les boules de Noël».

Commentaire: Papa n'entreprend les préparations certainement pas quelques mois avant ou alors après Noël. Pour Léa, il n'y a plus aucune raison de lire le reste de l'histoire.

«Exemple de tâche à accomplir pour un texte informatif avec capacité de compréhension explicite» (cf. tests 2019, p. 24)

Titre: «Le flamant rose.» Texte tiré d'une encyclopédie.

Question: Quel genre de pattes a le flamant? Choix de réponses: pattes avec lamelles spéciales/pattes palmées/blanc et rouge/environ 40 centimètres de long.

Commentaire: Les élèves de 6e classe, préparés à de tels tests recherchent le mot «pattes» dans le texte et le trouvent dans la deuxième phrase: «Son cou et ses jambes sont très longs, ses fines pattes sont palmées,...». Pour le reste de l'histoire [...] (cf. 2^e exemple).

(Exemples: Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP)

(Traduction Horizons et débats)

page 2 $Horizons\ et\ d\'ebats$ N $^{\circ}\ 14,\ 24\ juin\ 2019$

Comment l'UE et l'OTAN créent des crises et préparent des guerres

Interview d'Ullrich Mies* accordé à Nicolas Riedl (rubikon)



Ullrich Mies (photo youtube.com)

hd. Ullrich Mies, entrepreneur et auteur, a publié un nouveau livre intitulé «Der Tiefe Staat schlägt zu. Wie die westliche Welt Krisen erzeugt und Kriege vorbereitet» [Le pouvoir de l'ombre attaque. Comment le

monde occidental produit des crises et prépare des guerres]. Cet ouvrage est une suite de son premier livre intitulé «Fassadendemokratie und Tiefer Staat. Auf dem Weg in ein autoritäres Zeitalter» [Démocratie de façade et pouvoir de l'ombre. En route vers une époque autoritaire]. Son nouveau livre donne la parole à des auteurs analysant avant tout les dangers de guerre émanant du pouvoir de l'ombre [Deep State].

Nicolas Riedl: Pour quelles raisons avezvous publié un second livre?

Ullrich Mies: Lors des présentations du livre, j'ai remarqué que nous avions atteint un point névralgique en 2017 avec le titre «Démocratie de façade et pouvoir de l'ombre». Le public a toujours été d'accord avec l'affirmation que nous vivons dans une démocratie de façade. Cependant, les forces se cachant derrière ce gouvernement occulte n'étaient pas reconnaissables pour la plupart des lecteurs. Le premier livre a fourni la réponse à cette question.

Le nouveau livre «Le pouvoir de l'ombre attaque» explique comment les élites au pouvoir ont réussi à détruire les dividendes de la paix de 1990 et comment elles ont réussi à conduire le monde dans un nouvel Etat d'avant-guerre. J'adopte également une approche beaucoup plus globale du terme anglais «Deep State» que celle généralement admise: je le décris comme l'espace sombre du pouvoir. Certaines parties sont visibles, les parties essentielles ne le sont pas. Dans cette espace sombre, la lutte des classes est organisée d'en haut. Les acteurs du pouvoir de l'ombre ne sont ni élus ni ne peuvent être destitués. Ces derniers sont les représentants du modèle radical de marché du capitalisme occidental. Les idéologues néoconservateurs y jouent un rôle décisif. Le pouvoir de l'ombre et les acteurs néoconservateurs ne peuvent être séparés.

Dans le livre «La démocratie de façade et le pouvoir de l'ombre» la perspective internationale du pouvoir de l'ombre manquait. Dans «Le pouvoir de l'ombre attaque. Comment le monde occidental produit des crises et prépare des guerres», je présente un recueil de contributions dont les 16 auteurs montrent comment les élites occidentales au pouvoir ont érodé l'ordre international dans un processus commencé depuis d'environ 25 ans.

Quels auteurs avez-vous trouvés pour le nouveau livre?

Les personnes ayant contribué à cet ouvrage sont, dans l'ordre de la table des matières, Rainer Rupp, Eugen Drewermann, Jochen Scholz, Hannes Hofbauer, Tilo Gräser, Annette Groth, Kees van der Pijl, Chris Hedges, Nicolas J. S. Davies, John Pilger, Ullrich Mies, Vladimir Kozin, Wolfgang Jung, Aktham Suliman, Mohssen Massarrat et Ernst Wolff. Comme vous le reconnaissez aux noms, j'ai pu attirer un certain nombre d'auteurs étrangers, notamment des Etats-Unis. Avec Vladimir P. Kozin, il y a également un éminent expert russe s'occupant des questions du contrôle des armements depuis de nombreuses décennies.

Que souhaiteriez-vous transmettre à vos lecteurs?

A travers l'analyse des événements politiques internationaux, l'ouvrage vise à contribuer à une meilleure compréhension des bouleversements actuels sur la scène internationale. Après l'avoir lu, le lecteur comprendra mieux certains développements politiques, notamment les relations de l'Occident avec la Russie. J'explique, par exemple, pourquoi l'affirmation

* La version originale de cette interview a été publiée le 14/3/19 sur le site de *rubikon* (www.rubikon. news/artikel/die-schatten-macht). Ullrich Mies a raccourci et révisé le texte pour Horizons et débats. «Prêter à la Russie l'intention d'attaquer n'importe quel pays est une propagande diabolique du complexe occidental de renseignement et de communication. Ce n'est pas la Russie qui s'est rapprochée du continent américain ou de l'UE avec sa puissance militaire, mais c'est l'OTAN qui étouffe la Russie. Un coup d'œil sur la carte géographique suffit pour démasquer la propagande comme un mensonge.»

propagandiste de l'Occident selon laquelle la crise de Crimée était un acte arbitraire de la Russie n'est pas correcte. Ce n'était rien de plus que le résultat du processus d'élargissement vers l'Est entrepris par l'OTAN et l'UE depuis 25 ans. La prétendue politique étrangère de l'Occident et son industrie de la désinformation détourne délibérément les événements de l'époque récente ayant conduit au désaccord avec la Russie.

Cependant, celui qui ne comprend pas l'histoire contemporaine comme une chaîne de décisions et d'événements et ne tient compte que du dernier chaînon – comme la sécession de la Crimée – ne comprend rien du tout. Les élites dirigeantes occidentales sont les initiatrices principales des conflits et des guerres sur notre terre.

De nombreux hommes politiques honorables ayant, après la chute du mur de Berlin, joué un rôle décisif comme architectes de la Maison commune d'une Europe pacifique et unie, sont décontenancés face à la politique actuelle du gouvernement fédéral allemand à l'égard de la Russie.

Je ne nie pas l'existence, aujourd'hui comme dans le passé, de politiciens honnêtes. Cependant, il est fort rare de trouver de tels politiciens dans les instances dirigeantes. Majoritairement, ce sont avant tout des opportunistes et des apparatchiks corrompus ayant uni leurs forces à celles du pouvoir économique et financier. Ils ne s'occupent en rien de la population en général, de l'environnement et de la paix dans le monde. La Conférence de Munich sur la sécurité et l'une de ces scènes ou se retrouvent les bellicistes occidentaux. L'auteur Tilo Gräser se concentre dans son article sur la conférence de l'année 2018.

Revenons à l'occasion historiquement unique suite aux événements de 1989: la destruction des dites dividendes de la paix après 1990/91 a suivi un scénario écrit par les cadres néoconservateurs de l'Etat profond des Etats-Unis. Après la disparition de la concurrence des systèmes USA/URSS, les néoconservateurs américains avaient carte blanche, notamment sous le président *Bush junior*. Après une phase d'orientation, ils ont vu leur chance de revitaliser l'entière domination mondiale par les Etats-Unis, un concept existant depuis environ 100 ans.

Comment le monde occidental a-t-il pu retomber dans une spirale de méfiance, de course aux armements et de dissuasion mutuelle après les expériences de la guerre froide? Quelle est la probabilité d'une escalade de tensions entre l'Ouest et l'Est?

La raison première des distorsions sur la scène internationale est la prétention des Etats-Unis à dominer le monde. Les Etats-Unis définissent le monde entier, en particulier l'espace eurasien, comme leur intérêt sécuritaire. Mais cela va bien au-delà. La prétention américaine à la domination du monde s'appuie sur l'idéologie de la «full-spectrum-dominance» et comprend désormais, outre les trois armées traditionnelles armée de terre, armée de l'air et marine, d'autres armes: «space», «cyberspace», «guerre de l'information» ainsi que la surveillance totale.

De même, l'admission continuelle de nouveaux pays dans l'alliance de l'OTAN sert l'expansion de l'idéologie et des domaines de pouvoir des Etats-Unis jusqu'aux fins fonds de la zone eurasiatique. De 1990 à aujourd'hui, les impérialistes transatlantiques ont procédé en plusieurs phases.

Il y a d'abord eu une phase d'orientation de l'alliance et de recherche de nouvelles tâches de 1990 à 1993, suivie de la revitalisation de la revendication américaine au leadership mondial, du maintien de du renforcement de cette domination et de la consolidation des plans d'expansion de l'OTAN de 1994 à

1998, puis de 1999 à 2001, la première phase d'agression, notamment la guerre en Yougos-lavie, le 11-Septembre, la «guerre contre le terrorisme», la guerre contre l'Afghanistan et la première phase de l'expansion de l'OTAN avec la Pologne, la République tchèque et la Hongrie.

La deuxième phase de l'agression est selon mon point de vue, la période 2002–2010. C'est la consolidation de la domination mondiale revendiquée par les Etats-Unis, l'annulation du traité ABM, les guerres contre l'Irak, la Libye, la Géorgie, les deux phases d'élargissement de l'OTAN avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie, la Slovaquie, puis l'Albanie et la Croatie.

La troisième phase de l'agression est à mon avis la période allant de 2011 à 2013 avec le début de la guerre en Syrie et l'hostilité ouverte contre la Russie. Au cours de ces années, ont lieu divers manœuvres militaires et le déploiement d'armes lourdes aux frontières russes.

La quatrième phase commence selon moi en 2014 avec le coup d'Etat en Ukraine, l'escalade de la guerre en Syrie, les guerres de propagande, le régime des sanctions et de la guerre économique, la russophobie, les manœuvres militaires excessifs, l'armement, la dénonciation du traité nucléaire avec l'Iran et du traité FNI. La quatrième phase de l'élargissement de l'OTAN avec le Monténégro en 2017 s'inscrit également dans cette perspective.

Nicolas S. Davies présente dans sa contribution les traces de sang laissées par les Etats-Unis dans leurs guerres depuis le 11-Septembre. Son résultat est le suivant: les guerres menées par les Etats-Unis depuis 2001 ont coûté la vie à entre 5 et 7 millions de personnes.

A mon avis, les élites néoconservatrices de la politique étrangère américaine ainsi que leurs vassaux transatlantiques en Allemagne et dans d'importants Etats membres de l'UE ont conduit les peuples dans d'innombrables pays – même en Europe – à cette tragédie. Kees van der Pijl a préparé une contribution intéressante sur ces liens intitulée: «L'axe du mal – la NeoCon-Connection US/Israël».

La Suède a récemment publié une série télévisée sur une invasion de la Norvège par la Russie. Est-ce une coïncidence ou pensezvous qu'on veut ainsi renforcer le climat russophobe?

Franklin D. Roosevelt, président des Etats-Unis de 1933 à 1945, a dit un jour: «Rien n'arrive par hasard en politique. Si quelque chose se passe, vous pouvez être certain que cela a été planifié ainsi.» En clair: tout est intentionnel. La Norvège, la Suède et la Finlande sont d'une grande importance pour les stratèges de l'OTAN et une potentielle guerre contre la Russie. Le fait que deux secrétaires généraux de l'OTAN d'affilée soient des Scandinaves, Jens Stoltenberg et son prédécesseur Fogh Rasmussen, n'est pas non plus un hasard. Cela sert à lier ces pays à l'OTAN.

Le climat russophobe a été et est toujours créé avec toutes les techniques de propagande disponibles. L'infiltration culturelle et militariste du public à l'aide de films, de séries télévisées, de publicité, d'affiches grand-format, etc. est très importante. Ce sont des techniques subtiles ne manquant pas d'avoir un effet dans le subconscient des masses. Ainsi, le mauvais Russe est de manière subliminale ancré dans la conscience des masses. La plupart des gens ne reconnaissent pas les techniques perfides du pouvoir, car ils ne peuvent même pas penser aussi malicieusement que les élites. Le climat russophobe fait partie de l'installation de la «guerre froide 2.0».

Les habitants du nord et de l'est de l'Allemagne vivent le réarmement et le déplace-



ISBN 978-3-85371-449-2

ment de matériel militaire lourd vers l'Est dans la vie quotidienne, par exemple les camions militaires dans les rues. Les wagons de marchandises chargés de blindés ont désormais la priorité face aux transports de voyageurs de la Deutsche Bahn. L'UE veut investir 6,5 milliards d'euros pour rendre les routes et les voies ferrées appropriées au déplacement de chars vers l'Est. Pouvez-vous comprendre que les pays de l'ancien bloc de l'Est se félicitent de ces développements? Certes, les habitants des pays de l'ancien bloc

de l'Est sont encore conscients de l'aversion pour tout ce qui est russe. Selon moi, ce qui est plus déterminant c'est l'alignement mental des élites politiques d'Europe de l'Est sur l'idéologie transatlantique américaine, suite à des investissements à long terme et une multitude de programmes de soutien, de bourses d'études, de séjours de recherche, de connexions et de réseaux.

L'Allemagne joue un rôle particulier en étant devenu un pays de transit pour les armes lourdes. C'est aussi un dépôt d'armes nucléaires, une plate-forme logistique, un site pour quelque 40 000 militaires américains, un centre de contrôle pour les assassinats par drones dans le monde entier, un site pour Africom et Eucom. Dans son nouveau livre, Wolfgang Jung explique que l'Allemagne sera avant tout un futur champ de bataille. Je trouve extrêmement troublant, voire insidieux, que le dit establishment de politique étrangère de l'Allemagne ne tienne pas compte de ces faits.

Ne devrait-il pas être clair pour tous les citoyens de l'ancien bloc de l'Est pensant logiquement que, du point de vue de la Russie, il serait totalement suicidaire d'attaquer un de ces pays ou même de l'annexer?

Prêter à la Russie l'intention d'attaquer n'importe quel pays est une propagande diabolique du complexe occidental de renseignement et de communication. Ce n'est pas la Russie qui s'est rapprochée du continent américain ou de l'UE avec sa puissance militaire, mais c'est l'OTAN qui étouffe la Russie. Un coup d'œil sur la carte géographique suffit pour démasquer la propagande comme un mensonge.

Jusqu'en 1977, il était prévu de détruire l'URSS avec 10000 armes nucléaires. Cet esprit de folie existe-t-il encore aujourd'hui? Bien sûr, cet esprit de folie persiste, et les fous, pour rester dans l'image, disposent du pouvoir de faire de leurs idées une réalité. Ou bien pensez-vous que les peuples seraient si fous au point de s'anéantir mutuellement ou de menacer la planète d'extinction nucléaire?

Cet esprit maléfique continue d'exister. Pour exercer la pleine terreur nucléaire, les Etats-Unis veulent mettre à disposition plus de 1200 milliards de dollars dans les 30 prochaines années. Les sociopathes et les psychopathes se perdant dans les jeux de stratégie d'extermination représentent un énorme danger pour l'humanité. La population ne devrait jamais oublier: les responsables politiques de toute cette folie se trouvent dans les gouvernements. Ceux-ci extorquent l'argent du peuple par des propos alarmistes et la production

Avec son procédé de traitement contre Julian Assange, l'Amérique creuse sa propre tombe

par Karen Kwiatkowski*



Karen Kwiatkowski (photo mad)

Washington D.C. est en train de commettre beaucoup de mal, ici et dans le monde entier.

Une terrible et persistante haine envers la vie, la liberté et l'humanité est arrivée à pas feutrés et a pris le contrôle de notre pays. Cela n'a

pas commencé avec *Trump*, et malheureusement cela ne se terminera pas avec lui non plus.

Trump a promis d'assécher le marécage, ce qui implique du changement, de la transparence et de la responsabilité.

Au lieu de cela, il a fait appel à des élites auto-proclamées et bellicistes néo-conservateurs, il a laissé leur influence s'accroître de façon disproportionnée, tandis que des associés de l'autre parti facilitaient l'agenda de la mort.

La poursuite pénale et l'inculpation du fondateur de Wikileaks, *Julian Assange*, en est la preuve. La plainte pénale de 40 pages contient beaucoup de détails, mais peu de crimes. En fait, les «crimes» ressemblent davantage à des descriptions de la façon dont le journalisme est pratiqué à l'ère de l'information, si l'on convient que le travail du journalisme consiste à raconter les histoires, à nommer les noms et à énoncer les faits dont la révélation n'est pas appréciée par les gouvernements.

Dans un monde normal, rien de tout cela ne mérite beaucoup d'énergie ou d'attention. Sur le plan juridique, il n'y a pas grand-chose

* Karen U. Kwiatkowski (née le 24 septembre 1960), lieutenant colonel de l'US Air Force, a obtenu une maîtrise en Administration publique à la Harvard University, un Master of Science en Science Management à l'Université de l'Alaska et a fait son doctorat en World Politics à l'Université catholique d'Amérique à Washington DC.

Elle commence sa carrière militaire en 1982 en Alaska, suivi de missions en Espagne et en Italie. Puis, elle intègre la NSA, le service de renseignement interne, où elle devient finalement rédactrice des discours du directeur. En 1998, elle est analyste au Pentagone, d'abord pour la région subsaharienne, entre 2002 et 2003 pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud (NESA). Là, elle observe comment, sous l'influence des néoconservateurs, l'Office for Special Plans au sein de la NESA déforme et censure les informations pour mieux justifier la guerre contre l'Irak. Ne voulant pas soutenir ces activités, elle démissionne en 2003. Par la suite, d'autres agents du renseignement confirment ses révélations. Selon les explications données à un journaliste du journal Die Zeit, elle voulait qu'«autant de personnes que possible comprennent à quel point la démocratie est vulné-

Karen Kwiatkowski fait partie des membres fondateurs des *Veteran Intelligence Professionals for Sanity* (VIPS). Actuellement, elle vit avec sa famille dans une ferme en Virgine. Outre les travaux dans l'exploitation, elle est écrivaine et enseignante.

«Comment l'UE et l'OTAN créent ...» suite de la page 2

d'ennemis pour l'investir dans cet appareil d'extermination. Vladimir P. Kozin nous offre des informations à ce sujet dans sa contribution intitulée «La nouvelle guerre froide et l'escalade planifiée USA/Europe contre la Russie». Afin de comprendre toute cette folie, je fournis moi-même quelques aspects dans ma contribution intitulée «Comment la communauté de valeurs occidentale a installé la guerre froide 2.0».

Si l'empire américain, ou plutôt les élites transatlantiques, est intéressé par l'ouverture forcée de la Russie en tant que nouveau marché, n'est-ce alors pas totalement irrationnel de rendre d'immenses surfaces inhabitables pour les siècles à venir par des bombardements nucléaires? Pouvez-vous expliquer cela? Oui, ces diaboliques moteurs du génocide dans les appareils militaires américains et les think tanks transatlantiques pensent que la guerre nucléaire limitée est effectivement gérable, voire souhaitable sous certaines conditions, pour devancer par une frappe pré-

avec lequel travailler, et jusqu'à présent, le succès du gouvernement américain s'est fait uniquement par l'intermédiaire d'un juge de l'*Eastern District Court of Virginia* à sa solde, de l'argent d'autres personnes et d'autres gouvernements – redevables ou payés par les Etats-Unis.

Mais dans le monde d'aujourd'hui, on peut observer comment ces tactiques sont exagérément agressives et nous pouvons sentir l'excitation, les frissons et des sueurs dans le dos lors des poursuites du FBI (Bureau Fédéral d'Investigation) et de la CIA (Agence Centrale d'Intelligence) alors qu'ils établissent leurs preuves.

Chelsea Manning est de retour en prison, en isolement.² Elle n'est plus la personne qu'elle était après des années de torture, d'isolement et d'interrogatoire sous l'influence de drogues. Ironie du sort, suite à la manière dont elle a été traitée, sa fonction cognitive risque de rendre tout interrogatoire futur inutilisable au tribunal, sur le plan juridique et pratique. Elle a reçu le «traitement Jose Padilla»³ affiné par quelques années de pratique du gouvernement des Etats-Unis. La malléabilité mentale en résultant peut avoir produit l'idéale femme soviétique américaine [sic].

Les Etats-Unis prétendent être un Etat de droit, et pourtant, nous ne le sommes absolument pas. L'une des nombreuses leçons et perspectives que nous tirons de l'étude de Julian Assange est justement cela. L'influence politique américaine et les largesses fiancées par la dette ont entraîné l'expulsion d'Assange de l'ambassade de l'Equateur à la prison britannique pour terroristes de Belmarsh. La corruption à l'intérieur des Etats-Unis et la mauvaise interprétation de la Constitution ont produit cet état d'accusation.

De plus, des employés du gouvernement américain, du DoD (Département de la Défense), du FBI et de la CIA ont interrogé Assange à la prison de Belmarsh, avant de prendre toute décision d'extradition.

Interroger n'est pas le bon mot, «traiter» serait plus exact sauf que ce terme implique la préoccupation d'obtenir un résultat positif. *Chemical Gina*⁴ a eu un rôle à jouer dans cette histoire, et on nous dit qu'Assange a été «traité» avec du 3-quinuclidinyl-benzilate, connu sous le nom de BZ.⁵

Selon le *New Yorker*, voilà ce que fait le BZ:

«Les soldats exposés présentaient des symptômes bizarres: marmonnements rapides, ou pincements obsessionnels des draps et d'autres objets, réels ou imaginaires. ... L'effet du médicament a duré plusieurs jours. A son apogée, les bénévoles étaient totalement coupés de leur esprit, passant d'une existence fragmentée à l'autre. Ils ont eu des visions: joueurs de baseball lilliputiens en compétition pour un

ventive l'ennemi qu'ils accusent toujours des pires intentions.

Le plus grand scandale se situe au niveau de la caste dirigeante de l'Allemagne préparant ou participant actuellement à la troisième tentative d'attaquer la Russie au cours du siècle écoulé. Si les cliques dirigeantes de Berlin entraient réellement en guerre contre la Russie, beaucoup d'Allemands refuseraient de suivre le régime attaquant. J'en suis certain. A mon avis, une guerre contre la Russie n'est possible qu'au prix d'une guerre civile. Mais qui sait quels développements se produiront réellement dans un tel cas? La guerre d'agression contre la Russie ne peut se faire qu'au prix de l'achèvement complet des droits civils par la mise en œuvre de l'état d'urgence et donc au prix d'une éventuelle guerre civile et/ou partisane dans son propre pays.

Bibliographie:

Mies, Ullrich; Wernicke, Jens (éd.). Fassadendemokratie und Tiefer Staat. Auf dem Weg in ein autoritäres Zeitalter. Vienne 2017

Mies, Ullrich (éd.). Der Tiefe Staat schlägt zu. Wie die westliche Welt Krisen erzeugt und Kriege vorbereitet. Vienne 2019

(Traduction *Horizons et débats*)

diamant posé sur la table; animaux ou personnes ou objets qui se sont matérialisés et ont disparu ...

Par la suite, les soldats sous l'effet du BZ ont pu se souvenir uniquement de fragments de l'expérience. Au fur et à mesure de la dissipation de la drogue, les sujets ont eu de la difficulté à discerner ce qui était réel, beaucoup ont éprouvé de l'anxiété, de l'agressivité et même de la terreur. Ketchum [Dr James Ketchum, DoD Edgewood Arsenal, Maryland] a construit des cellules rembourrées pour prévenir les blessures, mais parfois les sujets ne pouvaient être contenus. L'un d'eux s'est échappé, fuyant des meurtriers imaginaires. Un autre, sous l'effet d'une drogue semblable à la BZ, a vu «des insectes, des vers, un serpent, un singe et de nombreux rats> et a cru que sa peau était couverte de sang. «Le sujet a cassé une chaise en bois et a percé un trou dans le mur après avoir abattu un panneau rembourré de 4 pieds sur 7>, trouve-t-on dans son dossier. Ketchum et trois de ses assistants ont dû se mobiliser pour maîtriser le soldat. «Il était clairement terrifié et convaincu que nous avions l'intention de le tuer>, révèle son dossier.

Un soir, Ketchum s'est précipité dans une pièce rembourrée pour rassurer un jeune volontaire afro-américain aux prises avec les effets en baisse du BZ. Le soldat, agité, trouvait le climatiseur gravement menaçant. Après l'avoir calmé, Ketchum s'est assis à côté de lui. Essayant de voir s'il pouvait tenir une conversation, Ketchum a demandé: «Pourquoi exige-t-on des impôts, des impôts sur le revenu, des choses comme cela?»

Le soldat a réfléchi une minute et a répondu: «Vous voyez, c'est difficile pour moi de répondre, parce que je n'aime pas le riz »»⁶

Le BZ est une drogue intéressante,⁷ certainement pas la seule utilisée par le gouvernement américain, mais constitue l'une d'entre elles

Pourquoi en donne-t-on à Assange? Que lui veut-on? Cherche-t-on la vérité, plus d'informations, ou toute cette farce ressemblet-elle davantage à une rage obsessionnelle de représailles du gouvernement pour s'être senti impuissant, alors que le monde riait des mémorandums du Département d'Etat américain et se mettait en colère contre l'idiotie et la haine manifestées par les soldats américains il y a 15 ans.8 S'agit-il peut-être de quelque chose de plus sinistre encore - ontils besoin d'un Julian Assange psychologiquement et physiquement inapte et détruit parce qu'il a révélé la corruption et la faiblesse de l'Etat? Est-ce parce que pour l'Etat, c'est une guerre, la réelle guerre qu'il mène toujours, la guerre contre le reste de la population pour sa propre survie? Ou Ray McGovern se rapproche-t-il de la vraie raison pour laquelle le pouvoir de l'ombre veut le détruire?9

Il est difficile de savoir si l'Etat est davantage sociopathe ou psychopathe. Ce que les fonctionnaires et/ou les mandataires du gouvernement américain font actuellement à Julian Assange et à ceux ayant utilisé Wikileaks comme accès journalistique renvoie plutôt au second terme [psychopathe]. La torture, l'isolement, la brutalité, l'utilisation de drogues psychotropes pendant les interrogatoires et le fait de cacher tout cela aux avocats de l'accusé en leur refusant l'accès – on croit se retrouver à Loubianka¹⁰ dans les années 1950, et non pas à Londres ou Washington en 2019.

Permettez-moi d'aller droit au but. La dernière nouvelle que j'ai reçue de l'Angleterre est la suivante:

«Julian Assange est actuellement sous étroite surveillance à l'hôpital de la prison parce qu'il a souffert d'épisodes psychotiques transitoires graves». Ma (mes) source(s) indique(nt) que ces épisodes se sont produits après deux séances d'interrogatoire coercitif par des fonctionnaires britanniques et américains. La (les) source(s) a (ont) déclaré que les interrogateurs du HUMINT ont utilisé des psychotropes au cours des séances.» [HUMINT: Human Intelligence, le renseignement d'origine humaine (sigle en français: ROHUM), ndt.]

Il n'existe pas de mots. Que dire? 2 plus 2 font 5. Le FBI est notre propre Tcheka spéciale. Le directeur de la CIA a les mains sales et son organisation ne sert pas les valeurs américaines. Plutôt que de choisir de rester discrète pour la sécurité nationale, la CIA moderne doit rester discrète pour survivre, car elle est devenue fonctionnellement illégale. Notre président, plaidant pour l'Amérique d'abord, fait passer les valeurs américaines en dernier, même s'il s'inquiète pour la liberté d'expression sur Twitter.¹¹

L'objectif est de détruire Assange en tant qu'être humain, et ils pourraient bien réussir. En faisant ce vil acte, en notre nom à tous, l'Amérique elle-même – que nous l'ayons placée en premier, en dernier ou quelque part au milieu – aura creusé sa propre tombe. • Copyright © 2019 Karen Kwiatkowski, 7 mai 2019 Source: https://www.lewrockwell.com/2019/05/karen-kwiatkowski/pray-and-weep/

- http://cryptome.org/2019/04/assange-001-002. pdf
- https://www.armstrongeconomics.com/international-news/rule-of-law/federal-judge-ordersthe-torture-of-chelsea-manning/
- José Padilla était soupçonné de terrorisme et se trouvait emprisonné en isolement. Selon le magazine Spiegel, le président des Etats-Unis Barack Obama a fait publier des notes secrètes de la CIA sur l'admission de techniques d'interrogatoire controversées. «Les notes documentent l'utilisation de la privation de sommeil, de postures douloureuses, du dénudement et de coups au visage et à l'abdomen. On y mentionne la technique du waterboarding, où la personne interrogée pense qu'elle va être noyée. Les organisations de défense des droits de l'homme classent ces méthodes d'interrogatoire comme de la torture.» D'autres méthodes consistaient en l'utilisation de drogues pendant les interrogatoires et la privation sensorielle, c'est-àdire la privation de tous les sons audibles et de la
- Depuis mai 2018, *Gina Haspel* est directrice de la CIA, pour laquelle elle travaille depuis 1985, de nombreuses années comme agent secret. Elle a reçu plusieurs prix, par exemple pour sa lutte contre le terrorisme. Ce qui inquiète les critiques et les anciens ambassadeurs, c'est sa surveillance de diverses tortures brutales de personnes soupçonnées de terrorisme, rapportée dans le «New York Times» en 2017. En raison de son implication dans la torture, elle a été mutée à la tête du service secret de la CIA.
- Selon Wikipédia cette substance est nommée Ladder (échelle) aux Etats-Unis, le gaz BZ ou benzilate de 3-quinuclidinyle est une substance toxicologique non létale étudiée dans le cadre d'un programme de recherche par les forces armée des Etats-Unis. Il appartient au groupe des agents de guerre psychique et comme les autres armes chimiques est officiellement interdit au niveau international par la Convention sur les armes chimiques depuis 1997; le développement, la production et le stockage sont également interdits.

Les symptômes du gaz BZ incluent un assèchement de la peau, une accélération du rythme cardiaque, un ralentissement de l'activité mentale et physique, maux de tête, nausées, perte du sens de l'orientation et hallucinations. Peu de temps après, la personne atteinte est dans un état de perte totale de la réalité. Il n'a plus de contact conscient avec son environnement. En moyenne, l'effet dure trois jours, parfois jusqu'à six semaines. Dans certains cas, il y aurait eu des changements de personnalité permanents

- ⁶ Khatchandourian, Raffi. *Operation Delirium*. In: *The New Yorker* du 9/12/2012. *www.newyorker*. *com/magazine/2012/12/17/operation-delirium*.
- https://www.revolvy.com/page/3-Quinuclidinylbenzilate?stype=topics&cmd=list
- https://collateralmurder.wikileaks.org/ [Vidéo secrète de l'armée américaine publiée par Wikileaks en 2010 sur le meurtre arbitraire de plus d'une douzaine de personnes, dont deux collaborateurs de Reuters, dans le quartier de New Baghdad. Reuters a tenté sans succès d'obtenir la vidéo en vertu de la Freedom for Information Act. Filmé depuis un hélicoptère Apache, il montre le meurtre d'un employé de Reuters blessé et de ses sauveteurs. Deux enfants ayant participé au sauvetage ont également été grièvement blessés.
- Orwellian Cloud Hovers Over Russia-gate. By Ray McGovern. Consortiumnews.com, May 6, 2019. (Ray McGovern est également un ancien analyste de la CIA).
- La Lubianka était la tristement célèbre prison du KGB soviétique à l'époque de Staline. https:// www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-09-07mn-1571-story.html
- 11 https://twitter.com/realDonaldTrump/ status/302530722453921793

Qu'est-ce que la classe moyenne? Son importance pour la société et l'économie

par Eberhard Hamer, professeur ès sciences économiques



Eberhard Hamer (photo mad)

L'Institut régional des PME de Basse-Saxe [«Mittelstandsinstitut Niedersachsen»] mène des recherches indépendantes sur les classes moyennes depuis près de 50 ans. La branche de l'économie consacrée à l'étude de la classe moyenne - de nos jours une discipline

des sciences économiques dédiée aux entreprises indépendantes et familiales de notre économie – a été fondée dans cet institut.

Depuis cinq ans, cet institut a également développé une sociologie des classes moyennes, auparavant inexistante - consacrée à «l'emploi dans les classes moyennes».

La classe moyenne dans la société

Depuis Marx, on divise l'ensemble de la société en trois classes:

- 1. La classe dirigeante, relativement réduite, d'environ 5% (ce que Marx appelait les capitalistes).
- 2. La classe moyenne, autrefois de 20%, aujourd'hui d'environ 50% (vue par Marx, de façon erronée, comme une «bourgeoisie» en voie de disparition).
- 3. La classe inférieure ou classe défavorisée, représentant autrefois la majorité de la population, mais ne représente aujourd'hui qu'un peu moins de la moitié de celle-ci (définie par Marx de prolétariat).

Le revenu de ces trois classes provient de sources différentes:

- La classe supérieure ne vit pas de son propre travail, mais des revenus de son capital, c'est-à-dire du travail des autres. Historiquement, il s'agit d'une source de revenus toujours privilégiée (elle l'est encore aujourd'hui), c'est-à-dire que peu ou pas du tout taxée.
- La classe moyenne vit du fruit de son propre travail, qu'il s'agisse de travail indépendant ou de travail qualifié salarié. Etant donné que ce facteur travail est le principal facteur d'imposition, cette classe moyenne est également le principal contributeur de tous les prélèvements publics.
- La catégorie inférieure subsiste grâce à des emplois mal rémunérés et non qualifiés, mais elle bénéficie également de nombreux transferts sociaux publics et semi-publics.

Sans doute parce que Marx jugeait que la classe intermédiaire était moribonde, et par conséquent considérait que seules deux classes sociales – les capitalistes et les prolétaires - étaient engagées dans la lutte des classes, la classe moyenne a jusqu'à présent été négligée sur le plan scientifique, social et politique.

En Allemagne, les classes moyennes se sont édifiées sous appellation «Mittelstand» dans l'Etat corporatif du XIXe siècle, appellation toujours utilisée jusqu'à nos jours bien que nous ayons transformé depuis bien longtemps l'Etat corporatif en société fonctionnelle.

«La fonction déterminante du «Mittelstand> au sein de la société est la prise de responsabilités. Qu'il s'agisse de responsabilité personnelle touchant à l'existence dans une entreprise ou un cabinet «en tant qu'indépendant» ou de responsabilité extérieure dans l'exercice de fonctions dans le secteur public, dans une entreprise ou une société privée (salariés des classes moyennes). Cette responsabilité personnelle ou extérieure suppose en général un niveau de qualification et de formation plus élevé que celui des classes inférieures, mais demeure une responsabilité décentralisée, alors que les classes supérieures exigent pour elles-mêmes une responsabilité centrale.»¹

La recherche sur les classes moyennes [«Mittelstandsforschung»] fait donc la distinction, sous le terme générique de «Mittelstand», entre la classe moyenne «économique» et la classe moyenne «sociale».

La classe moyenne économique comprend non seulement les travailleurs indépendants (entrepreneurs) en tant que personnes mais aussi les entreprises indépendantes, les entrepreneurs, les professions libérales, les agriculteurs et les sylviculteurs, les artistes, et bien d'autres. Cette classe moyenne indépendante se caractérise par le fait qu'elle souhaite mener sa vie de manière autonome et acquérir des revenus selon ses propres objectifs. Cela la relie à la classe supérieure, menant également sa vie de manière autonome et vivant de son propre capital ou de ses participations.

La «classe moyenne salariée» exerce ses fonctions de direction et de responsabilité, ainsi que son pouvoir décisionnel, non pas en son nom propre, mais pour le compte de tiers, soit sur la base d'une position de responsabilités, soit sur celle de qualifications supérieures. Il s'agit des cadres et des fonctionnaires, mais aussi des personnes dont les compétences de spécialistes de l'industrie, de l'Etat ou d'enseignants, d'artistes, ou possédant d'autres qualifications particulières, exercent pour le compte d'autrui une responsabilité propre.

Les classes moyennes salariées et les classes inférieures ne travaillent pas sous leur propre responsabilité, mais sous la responsabilité de tiers rémunérés par d'autres personnes physiques, entreprises ou organisations. Les classes moyennes salariées se distinguent toutefois des classes inférieures par le fait qu'elles ont plus de responsabilités, plus de qualifications, une position plus élevée et donc des revenus supérieurs à la moyenne.

La recherche sur les classes moyennes intègre les cadres supérieurs de l'industrie et de l'administration (comme par exemple Friedrich Merz) dans la classe supérieure sociologique des «riches possesseurs de capitaux» et non parmi les salariés des classes moyennes.

Selon les critères susmentionnés, notre société est donc formée par environ 5% de classes supérieures, environ 47% de classes intermédiaires («Mittelstand») et environ 43% de classes inférieures. Ces dernières ont cependant tendance à s'accroître avec l'immigration.

La classe moyenne indépendante

Selon nos lois, un travailleur indépendant est quelqu'un qui, en son nom propre (§§ 1 et 17 du Code du commerce allemand), pour son propre compte (§ 2, al. 1, Législation sur l'imposition) et à ses propres risques (§ 145s. Code du droit civil allemand) s'implique de manière indépendante (§ 1 Code du commerce) dans le domaine des affaires afin de générer des revenus.2

Les indépendants comprennent non seulement les chefs d'entreprise dans les secteurs de la production (1,25 millions) ou des services (3,3 millions), mais également les agriculteurs et les forestiers (0,21 million) ainsi que les gestionnaires d'actifs indépendants (0,24 million). Au total, les 5 millions de travailleurs indépendants représentent 11,6% du secteur total de l'emploi (44 millions).3

Par rapport aux 88% de salariés de notre société, les travailleurs indépendants ont une fonction et une situation totalement diffé-

- Les indépendants agissent toujours en leur

qu'ils sont eux-mêmes la société qu'ils dirigent. En revanche, tous les salariés agissent au nom - et pour le compte - d'autrui et les risques ne sont pas les leurs.

- Au sein de son entreprise, un indépendant a toujours la responsabilité totale, les compétences les plus élevées et c'est à lui que revient la décision finale. Les employés salariés, y compris les cadres, sont eux toujours placés sous le contrôle d'un supérieur hiérarchique ou d'un organe de surveillance.
- Les indépendants peuvent décider euxmêmes, dans leur activité et leur entreprise, des objectifs et de la finalité (par exemple, les objectifs familiaux). Par contre, les employés salariés sont assujettis aux objectifs et à la finalité de l'entreprise, des autorités ou de l'organisation les rétribuant.
- En cas de succès, un entrepreneur retire des bénéfices, mais en cas d'échec, il subit une perte totale, voire la perte de son existence. Les salariés reçoivent un salaire ou un revenu fixe (éventuellement aussi des primes) mais ne sont pas impliqués dans les pertes. C'est surtout ce dernier risque d'indépendance qui dissuade la plupart des salariés – y compris les cadres – d'exercer une activité indépendante.

La classe moyenne salariée

En tant que non-indépendant, on appartient à la classe moyenne si l'on gagne un salaire supérieur au revenu médian. Celui-ci suppose une position de responsabilités ne pouvant être atteinte que par des qualifications appropriées. Ce n'est donc qu'au travers de la formation que l'on accède à une fonction ou une position dans les classes moyennes salariées.⁴

Ces postes qualifiés, et donc mieux rémunérés, emploient environ 5 millions de personnes dans l'économie, environ 2,8 millions dans le secteur public et 0,3 million dans les autres organismes, soit un total de 8,1 millions.⁵

Si l'on regroupe les indépendants (5 millions) et les salariés des classes moyennes (8,1 millions), on obtient un total de 13,1 millions d'actifs de la classe moyenne.

Si l'on ajoute à ces actifs leurs conjoints (4+5 millions = 9 millions), leurs enfants (3+6 millions = 9 millions), ainsi que ceux d'entre eux qui sont retraités ou pensionnés (1+8 = 9 millions), on parvient pour l'année 2017 à un total de plus de 40 millions de personnes appartenant à la classe moyenne, soit environ 47% de la population totale, presque autant que la classe inférieure autochtone d'alors (avant l'immigration).

Le rôle des classes moyennes

A. L'autodétermination, base de la société civile

En fonction de leur niveau supérieur de formation, de leurs qualifications, de leur statut ou de leur autonomie, les membres de la classe movenne veulent vivre de manière autonome et indépendante. En 1517, le soulèvement religieux contre la tutelle de l'Eglise a commencé avec la Réforme, car les gens voulaient lire eux-mêmes la Parole de Dieu dans la Bible et se confronter directement à la grâce divine. Cela s'est poursuivi sur le plan éthique, avec nom et pour leur propre compte, parce | Kant et son impératif catégorique en la res-

ponsabilité morale de chaque individu, conduisant à la responsabilité individuelle politique dans la Révolution française et la liberté d'entreprise. La classe moyenne a toujours été le moteur de ces revendications de liberté et de responsabilité. Les citoyens ne voulaient pas se laisser dicter leur conduite en permanence par la théologie, la morale, la politique ou l'économie, mais prendre leurs responsabilités et leurs décisions eux-mêmes.

La classe moyenne est donc la seule à vouloir un système décentralisé de responsabilité individuelle. La classe dirigeante veut dominer les autres de manière centralisée et hiérarchique, exige le pouvoir pour elle-même, pour le roi, le dictateur, le bureau politique ou la commission centrale de l'UE. Les classes inférieures veulent la sécurité et sont également dirigées de manière hiérarchique et dictatoriale par leurs fonctionnaires.

Donc, seule la classe moyenne a toujours été le vecteur de la démocratie face aux dictatures des couches supérieures et inférieures. Dans tous les domaines, la responsabilité individuelle a été conquise, portée et défendue par la bourgeoisie. Mais le système décentralisé de la démocratie, fondé sur la souveraineté de l'individu, n'a jamais pu se maintenir, là où la classe moyenne s'est effondrée ou trop affaiblie.

La condition préalable à l'émergence et à la pérennité de tous les systèmes décentralisés d'organisation et de démocratie ne peut donc être assurée que par une classe moyenne

Personne ne profite plus de la démocratie que la bourgeoisie vivant avec l'autodétermination et la responsabilité individuelle. En revanche, la classe supérieure et les fonctionnaires des classes inférieures désirent la concentration du pouvoir plutôt que l'autodétermination. S'ils parviennent au pouvoir au sein d'un Etat, ce pouvoir ne vient plus du peuple, mais d'en haut, des élites du pouvoir des classes supérieures ou inférieures.

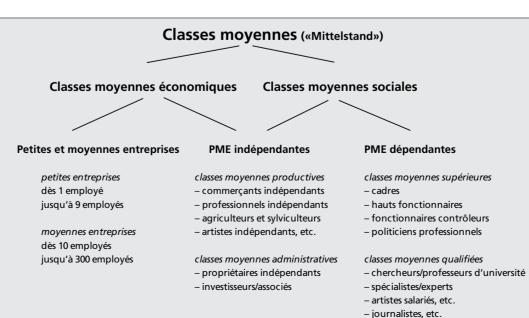
B. La classe moyenne et la culture

La Réforme de Luther a non seulement permis de se libérer de la dictature religieuse, mais également d'accomplir une avancée décisive dans l'enseignement. Luther avait demandé aux princes souverains que chaque enfant apprenne à lire et à écrire pour pouvoir lire la Bible lui-même. Cela a été le début de la scolarité obligatoire dans les pays protestants.

C'est ainsi qu'est né – à partir des presbytères tels des cellules culturelles – un corps enseignant de plus d'un demi-million de personnes (l'un des plus grands groupes des couches moyennes salariées) et c'est ainsi que le système éducatif est devenu le noyau de notre vie citoyenne. Sans un système d'enseignement de pointe, l'Allemagne n'aurait pas été au siècle dernier un pays de recherche scientifique et un leader mondial des exportations et les classes moyennes bien formées n'auraient pas pris une telle importance en Allemagne.

«L'importance de la formation pour les classes moyennes n'est pas seulement perceptible à l'extérieur, mais également à l'intérieur. Au contraire des classes inférieures, la formation occupe une place centrale dans les familles des classes moyennes - plus encore que dans les classes supérieures. Dans les familles des classes moyennes salariées, on parle et on pense différemment, et on discute de sujets différents de ceux des classes inférieures et l'éducation des enfants a une importance capitale»,6 parce que ce n'est qu'au travers de l'éducation que les classes moyennes peuvent, dans une société libre, qualifier leurs enfants pour des fonctions et des prestations plus élevées. Cela explique également pourquoi le thème de la formation reste l'un des thèmes sociaux les plus importants au sein de la classe moyenne, bien plus que dans les groupes marginalisés depuis des décennies.

C. La classe moyenne, vecteur de prospérité Plus de 80% de notre PNB sont générés avec ou par le travail. Les statistiques officielles



«Qu'est-ce que la classe moyenne? ...» suite de la page 4

font état d'une population totale d'environ 82 millions en 2018, dont la moitié seulement (43,5 millions) sont des actifs. Cette population active ne fait pas seulement vivre 20 millions (24%) de membres de leurs familles de leur salaire, mais également 19 millions (22,8%) de retraités et 6 millions de bénéficiaires de prestations sociales - soit une majorité de 54,7%.

La situation devient plus dramatique, si l'on différencie la nature de l'emploi en fonction des différentes sources de revenus d'une part, celles du marché et d'autre part, celles des transferts sociaux publics. Un tiers seulement de la population travaille directement pour le marché, à savoir les indépendants et les salariés des entreprises privées (33,9%). Ces opérateurs du marché font vivre non seulement leur famille (28,4%), mais aussi tous les bénéficiaires des revenus de transfert sous forme d'impôts et de cotisations sociales (37,7%).

Parmi ces derniers figurent également les fonctionnaires des services publics, qui certes travaillent et paient des impôts, mais perçoivent des revenus provenant non pas du marché, mais des impôts et des cotisations sociales générés par les opérateurs du marché, de sorte qu'en termes nets, le tiers de la population active sur le marché doit également gagner le produit social pour les deux tiers restants, membres de la famille et bénéficiaires de paiements de transferts.

Seule une classe moyenne forte et efficace a donc pu créer un bien-être dont même la classe dirigeante a pu profiter et qui par le biais de la redistribution a pu subvenir aux besoins des classes inférieures.

Donc, si notre classe moyenne, génératrice de notre prospérité, diminue suite à un crash ou à une crise, non seulement elle sera ellemême touchée, mais cela ferait disparaître les plus-values des classes supérieures et les prestations sociales pour les classes inférieures.

D. La classe moyenne, financière de la société

Jusqu'à présent, notre «Mittelstandsinstitut Niedersachsen» est le seul à avoir déterminé, sur la base des statistiques officielles, qui finance notre Etat.7

- Dans les charges fiscales directes des groupes des trois classes sociales concernées, la classe moyenne supporte le fardeau principal des impôts directs, à savoir 63,1%, tandis que la classe inférieure supporte 22% et le groupe dominant, 14,9%. En d'autres termes, les foyers des classes moyennes supportent pour l'Etat, à hauteur des deux tiers, les coûts des impôts directs de tous les foyers.
- En ce qui concerne les impôts indirects, 52% proviennent également des classes moyennes, 47% des classes inférieures et moins de 1% des classes supérieures.8
- Concernant les cotisations de la sécurité sociale, la situation est similaire. Les foyers de la classe moyenne supportent 56% du total des charges sociales et les classes inférieures, 44%. Le groupe dominant est pratiquement exempté de cotisations sociales (moins de 1%).
- Pour ce qui est de l'impôt sur les sociétés, les petites et moyennes entreprises paient 70% du total et les grandes entreprises, seulement 30%.

Dans l'ensemble, les classes moyennes sont donc à hauteur des deux tiers le principal contributeur brut.

En revanche, si l'on confronte les charges citées plus haut aux allègements publics comme les subventions, les allocations et les prestations sociales, et si l'on compare la contribution nette des trois groupes de classes sociales, l'inégalité des charges s'accentue: les revenus des plus-values de la classe supérieure ne sont pas moins taxés que le travail des deux autres classes; la libre circulation des capitaux permet également à leurs possesseurs la fuite internationale de ces mêmes capitaux vers des paradis fiscaux, si bien que les plus riches paient relativement moins d'impôts parce qu'ils sont hors de portée de l'administration fiscale allemande.

Il en va de même pour les multinationales appartenant principalement à des étrangers9 et dont les bénéfices échappent ainsi au droit fiscal allemand. Les grandes entre-

La Suisse, doit-elle à l'avenir reprendre automatiquement le droit de l'UE?

Lors d'une grande campagne de relations publiques du 7 juin, la Télévision suisse a annoncé aux informations du soir l'acceptation par le Conseil fédéral de l'accord-cadre avec l'UE.

ds. Le grave déficit démocratique de l'UE est bien connu. Cela concerne notamment le processus législatif. Après une procédure législative ordinaire, le Parlement européen élu n'a aucun droit d'initiative, c'està-dire que les parlementaires élus par le peuple ne peuvent soumettre des propositions législatives, mais uniquement déposer des propositions à la Commission. Celle-ci décide alors de manière autonome, si elle veut les mettre en application ou non. Ainsi, les citoyens des Etats membres sont pratiquement mis sous tutelle, car la Commission européenne est nommée par les gouvernements des Etats membres sans vote populaire et demeure seule à disposer du droit d'initiative.

En outre, contrairement à la procédure législative ordinaire avec une ou deux lectures publiques au Conseil et au Parlement de l'UE, entre 80 à 90 % des lois (selon les sources) sont négociées à huis clos dans des «trilogues informels» et ensuite acceptées | net» était complotiste et dirigée contre le par le Conseil et le Parlement. La procédure du trilogue informel n'est aucunement réglementée par la loi. Elle est utilisée par les lobbyistes et les représentants d'associations pour faire valoir leurs intérêts - en cas de doute pour le «big money». La législation de l'UE empêche les Etats membres de protéger leurs économies nationales ou leur service public et de promouvoir les entreprises locales et régionales.

Quiconque estimait jusqu'à présent que l'UE actuelle est un développement malavisé d'un projet basé sur la paix, la liberté et la démocratie devra se rendre à l'évidence en lisant l'interview de Philippe de Villiers et l'analyse de son livre dans Horizons et débats nº 10 du 29/4/19.

Selon Villiers, il est évident «que les «pères fondateurs» ne correspondaient pas à l'image sacrée du récit mythologique». Ils étaient des gens affaiblis et dépendants entre les mains des Américains. «Les Américains voulaient un marché supplémentaire avec une commission exécutive, c'est-à-dire une autorité technique et post-politique, dirigée par des fonctionnaires et indépendante du contrôle de l'Etat». La «méthode Mon-

peuple. En tant que président du Comité pour les Etats-Unis d'Europe, M. Monnet a reçu «des paiements secrets par l'intermédiaire de la «Fondation Ford» de la part «des cercles de la CIA> et d'un compte à la Chase Manhattan Bank».

Pour Jean Monnet, la Communauté européenne n'était pas une fin en soi. Pour lui, il était important «que les anciennes nations d'hier, avec leur souveraineté respective, ne soient plus le cadre dans lequel les problèmes actuels sont résolus». Dans la communauté en tant que telle, il ne voyait qu'une «étape sur le chemin des formes organisationnelles du monde de demain».

Si le Conseil fédéral suisse donne son accord de principe à l'adoption du droit actuel et futur - de l'UE sans exiger certaines modifications importantes, et si nous comparons cette concentration du pouvoir à Bruxelles avec le fin entrelacs de la démocratie directe, visant à empêcher les abus de pouvoir, alors se pose la question de savoir si cela ne constitue pas une haute trahison.

prises reçoivent cependant plus de 90% du total des subventions, de sorte que la contribution financière totale des classes supérieures n'est que de 13,73% net – y compris les multinationales seulement 17%. Les classes inférieures reçoivent même des prestations sociales de 7,83% plus élevées que leur propre contribution financière, elles sont donc globalement bénéficiaires nettes et non contributrices des finances publiques.

Les classes moyennes financent donc notre société, notre Etat et notre système social (un tiers du PIB), aux deux tiers en termes de brut, mais en termes de net, elles le font à plus de 80%.11

«Notre système financier public prend et donne. Il prend surtout à la classe moyenne et donne aux groupes marginaux - principalement les plus économiquement faibles. Le niveau de vie de l'ensemble de la population dépend donc du potentiel, des impôts et des prélèvements de la classe moyenne. C'est elle avant tout qui est la source de l'effervescence des recettes publiques, de finances saines, de généreux systèmes sociaux, d'un niveau de vie élevé et de la stabilité politique. Si la classe movenne ou ses performances diminuent, cela signifie nécessairement une diminution de la prospérité générale.»¹²

Importance politique des classes moyennes

Si une couche de la société représente la moitié de la population, tout en finançant l'Etat et la société à hauteur des quatre cinquièmes, elle devrait en fait constituer le pouvoir politique majeur de l'Etat.

En réalité, cependant, la politique et la conscience des classes moyennes ne sont que rhétoriques - si tant est qu'elles le soient. A Magdeburg, j'ai dû fermer mon Institut des classes moyennes en 1992 parce que le gouvernement CDU du Land m'a expliqué que ni la classe moyenne, ni la recherche sur les classes moyennes n'étaient utiles à l'«Aufbau Ost» [la «Reconstruction de l'Allemagne de l'Est»]. L'injustice de la redistribution des subventions aux classes supérieures et des versements d'allocations aux classes inférieures au détriment des classes moyennes démontre également que les classes moyennes exploitées n'ont apparemment aucun pouvoir et aucun défenseur politique.

Au XX^e siècle, le socialisme est devenu non seulement le pouvoir politique des classes inférieures, représentant à l'époque non seulement la majorité de la population, mais sortant de l'effondrement du système comme gagnant idéologique. Il en a résulté la plus grande redistribution historique (un tiers du PIB) en faveur des classes inférieures que nous ayons connue depuis lors - financée uniquement par les classes moyennes. Aujourd'hui encore, de nombreux politiciens de gauche rêvent d'un accroissement de la prospérité par le biais d'une redistribution s'étendant jusqu'au revenu de transfert sans travail.

Mais au tournant du millénaire, la structure du pouvoir politique a changé, les représentants des classes inférieures ne jouant plus qu'un rôle réduit tandis que ceux du grand capital donnent à présent le ton au niveau national et international. Dans les parlements, les groupements politiques ne sont plus de gauche ou de droite, mais nationaux ou globaux.

Le syndicat anglo-saxon de la finance mondiale, avec ses quatre libertés (libre circulation des capitaux, libre circulation des marchandises, libre circulation des services, libre circulation des personnes) a fait sauter les frontières et les structures nationales en éliminant la fiscalité nationale par le transfert de capitaux et de bénéfices vers les paradis fiscaux, en délocalisant dans le monde entier les sites de production vers des endroits à moindre coût, les services (entreprises informatiques) étant mondialement monopolisés et exemptés d'impôts¹³ et en exigeant l'affranchissement des frontières pour les travailleurs de tous les pays pour le seul profit de leur marché du travail globalisé, de sorte que seules les petites et moyennes entreprises nationales soient totalement soumises à la taxation nationale, accablées de charges sociales et livrées à toutes les pressions bureaucratiques nationales.

Une élite financière mondiale réduite contrôle désormais non seulement les banques centrales et les banques privées, mais aussi les 500 plus grandes entreprises mondiales et exercent ouvertement une telle pression globale sur les gouvernements nationaux que ceux-ci en viennent même à déposséder leurs électeurs nationaux en faveur du capital mondial, comme par exemple la reprise de la dette au sein de l'union monétaire par Angela Merkel, la transition énergétique ou l'immigration de masse exigée par le syndicat de la finance aux dépens de la population allemande.

Le syndicat mondial de la finance corrompt, finance et dirige la politique, comme dans le «Deep state» étatsunien, ou en remplaçant les politiciens nationaux par des employés du syndicat de la finance, comme Draghi, Juncker, Macron. Merz ou Porochenko.

La globalisation doit instaurer partout la suprématie du syndicat mondial de la finance dont la hiérarchie va du haut vers le bas, au contraire de la démocratie et du droit des citoyens à l'autodétermination et la responsabilité des gouvernements vis-à-vis des citoyens. La globalisation signifie toujours l'abolition des nations, la réduction de la démocratie et la centralisation des droits de contrôle des citoyens sur leur gouvernement. Le capital financier international est en train de prendre le pouvoir dans le monde et en Allemagne. De ce fait, la classe moyenne est encore plus exploitée globalement que par la redistribution nationale au profit des classes défavorisées.

La finance mondiale exige non seulement des prélèvements sur les rendements de la classe moyenne, mais aussi une spoliation totale par le biais de l'explosion monétaire et de la réforme monétaire, en ouvrant les systèmes sociaux nationaux aux pauvres du monde entier, par des sanctions globales à l'encontre de concurrents ou par des délocalisations de productions ou de services nationaux. La redistribution internationale se manifeste par l'union européenne des responsabilités, de la dette et des finances.

Aujourd'hui, il pèse sur la classe moyenne la très lourde menace exercée par la classe dirigeante mondiale du syndicat mondial de la finance, avec non pas moins, mais davantage d'exploitation et d'asservissement politique.

Si l'on veut que nos classes moyennes demeurent un facteur de réussite et de prospérité pour notre société, il faut empêcher le pillage, et pas seulement au plan national, mais surtout également au plan international. La classe moyenne doit se montrer politiquement plus active, car pour elle, le plus grand danger ne vient plus d'en bas, mais d'en haut.

Si la centralisation mondiale – y compris par le biais de la centralisation de l'UE continue, le centre – la classe moyenne – n'aura plus aucune chance contre le pouvoir de la classe dirigeante. Aussi longtemps que nous avons encore des restes de souveraineté nationale et des structures démocratiques, nous devons les utiliser politiquement pour combattre la dictature du capital:

Les anciens partis traditionnels ont trahi ou négligé les classes moyennes:

- Le FDP s'est vendue au grand capital et suit ses instructions.
- La CDU n'est plus le parti du centre, mais un parti en faveur de la redistribution internationale.
- Le SPD a toujours été le parti des classes inférieures et de la redistribution nationale.
- Les Verts rêvent d'avoir des revenus sans travailler, d'un monde sans production, sans voitures et, au lieu d'un marché libre, d'une dictature de la fonction publique, c'est-à-dire du contraire de tout ce que défend la classe moyenne.
- Le parti AFD est né de la protestation citoyenne du centre, mais ne s'est pas développée en un parti du centre.

La classe moyenne pourrait elle-même mobiliser des majorités électorales et imposer ainsi un autre gouvernement et une autre politique. Si les 5 millions d'entrepreneurs ainsi que leurs conjoints (10 millions) mobilisaient leurs 23 millions de collaborateurs pour une véritable politique de centre, cela représenterait 33 millions d'électeurs sur 61 millions, donc déjà une majorité.

La classe moyenne se laisse exploiter parce qu'elle n'a toujours pas reconnu le pouvoir et la menace personnelle représenté par le capital financier international envers lequel elle n'éprouve ni crainte et ni mobilisation à son encontre.

Suite page 6

de Villiers, Philippe. «J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu». Paris Fayard, 2019

Une démocratie plus directe pour l'Allemagne (3° partie)

Fédéralisme

par Christian Fischer, Cologne

Cet article fait suite aux parties 1 et 2 publiées dans les éditions Horizons et débats n° 8 du 1^{er} avril et n° 12 du 27 mai. Ici aussi, l'accent n'est pas mis en premier lieu sur les abus concrets de la démocratie en Allemagne, mais sur les institutions existantes dont le souverain, c'est à dire les citoyens, dispose déjà. Il sera également question des possibilités de développement de ces institutions dans le sens d'une démocratie directe.

L'article a comme sujet central la question du fédéralisme, que peu de monde situe au cœur de la démocratie, alors que c'est bien la place qui lui revient. La démocratie fonctionne par principe de manière décentralisée, subsidiaire, voulant que ce qui peut être décidé aux échelons inférieurs y soit effectivement décidé. Audelà, les échelons inférieurs cèdent le pouvoir de décision aux échelons supérieurs, mais sans aucune perte de souveraineté, l'échelon inférieur pouvant à tout moment se réapproprier ce pouvoir! Voilà pour l'idéal. En démocratie, il faudrait donc toujours commencer au niveau communal, un aspect que nous traiterons dans un prochain article. Ici, nous allons traiter le niveau national.

La réalité

L'Allemagne est une fédération de divers Länder. Les Länder représentent des Etats à part entière! Chacun d'entre eux dispose d'une Constitution et d'un pouvoir législatif, exécutif, et judiciaire. Cette réalité est plus clairement perceptible aux Etats-Unis, où il est effectivement question d'«Etats». En Suisse aussi, le canton s'entend comme l'Etat. La Confédération pour sa part est une fédération d'Etats, où chaque membre a le même poids.

Les Länder de la République fédérale d'Allemagne ont été fondés après la Seconde Guerre mondiale, certains d'entre eux avant la création de la République fédérale, alors que d'autres furent intégrés après. Enfin, des remodelages ont été opérés, par le biais de votations populaires! Aujourd'hui la relation entre la Fédération et les Länder est réglée de façon compliquée; au cours des décennies, elle a été progressivement modifiée au profit de la Fédération, une tendance qui s'est confirmée jusqu'à nos jours.

La Loi fondamentale prévoit à l'art. 70 que la souveraineté législative se situe au niveau des Länder, à l'exception des domaines énumérés à l'art. 73, soit essentiellement les affaires étrangères, les échanges commerciaux avec l'étranger, le secteur douanier et la protection des frontières, la circulation aérienne, les chemins de fer de la Fédération, la protection de la propriété industrielle, la réglementation liée aux armes et aux explosifs et l'usage de l'énergie nucléaire. L'art. 74 prévoit une

«Qu'est-ce que la classe moyenne? ...» suite de la page 5

Il devrait donc être de notre devoir de mobiliser notre population, nos médias et nos politiciens et de leur faire comprendre que leur propre intérêt réside dans le maintien d'un centre fort pour notre peuple! Nous pourrions alors, avec une majorité issue de la classe moyenne, imposer une politique des classes moyennes.

On peut donc dire qu'en résumé les classes moyennes

- forment le noyau social de notre société, dont vit l'ensemble de la société,
- représentent la force nucléaire ayant permis de développer la prospérité pour notre peuple tout entier,
- sont le vecteur de notre formation et de notre culture,
- sont à hauteur de 80% net les sources du financement des administrations publiques, des systèmes de sécurité sociale et des subventions aux groupes supérieurs et des prestations sociales aux groupes inférieurs;
- pourraient, si elles étaient stimulées et mobilisées, devenir une puissance politique de notre démocratie.

Etant donné que la démocratie est le mode de gouvernement basé sur la responsabilité individuelle de la classe moyenne, tous les démocrates devraient se battre pour le pouvoir du

«compétence législative concurrente» pour une série de domaines pouvant être réglementés autant par la Fédération que par les Länder. La liste des responsabilités de la Fédération n'a cessé de s'allonger au fil du temps.¹ Actuellement, l'éducation, un domaine classique des Länder, se voit de plus en plus influencé par la Fédération. Les Länder sont invités à céder une partie de leurs compétences en échange de soutiens financiers de la Fédération. Si cette évolution a rencontré de la résistance auprès de quelques gouvernements de Länder, elle a néanmoins été approuvée en mars 2019 par une majorité du Bundesrat.

Au sein des pouvoirs exécutifs de la Fédération et des Länder, de nombreuses instances négocient et statuent sur des tâches communes. Les pouvoirs législatifs des Länder pour leur part fonctionnent presque uniquement comme organes de validation en fin de processus, et non tels des acteurs à part entière. Force est de constater que la souveraineté financière des Länder n'a cessé de décliner sous l'effet des décisions de plus en plus centralisées concernant la répartition des revenus fiscaux. Mais cela n'a rien de surprenant quand I'on voit qu'avec son nouvel art. 23 LF, le Bundestag s'est lui-même dépossédé au début des années quatre-vingt-dix au profit de l'exécutif-législatif «prépondérant» de Bruxelles.² Le même esprit antidémocratique agissait alors et, sans surprise, quiconque est prêt à céder sa souveraineté nationale ne se soucie plus guère d'une quelconque souveraineté régionale au niveau des Länder.

Au niveau fédéral, la Chambre des Länder est le Bundesrat, qui a comme tâche de participer aux décisions législatives du Bundestag lorsque ces dernières touchent aux intérêts des Länder. Cela concerne environ 40% de toutes les lois fédérales. Toutefois le Bundesrat n'est pas une Chambre des Länder élue démocratiquement. Le système s'appuie ici sur des traditions prédémocratiques remontant au XVIIe siècle, avec une chambre permettant aux princes des Länder d'être représentés auprès de l'empereur. L'Empire prussien a aussi connu un «Bundesrat» jusqu'en 1918, qui remplissait la même fonction.3 La tradition du Bundesrat comme chambre de représentation des gouvernements des Länder a ensuite été instaurée à nouveau en 1949. Bien qu'il remplisse une fonction législative, ce Bundesrat moderne est composé d'exécutifs, à savoir justement les représentants des gouvernements des Länder. C'est un fait unique dans le monde des démocraties, si l'on fait abstraction de l'Union européenne, qui de toute façon ne mérite pas d'être appelée démocratie.

Au sein du Bundesrat, qui représente en réalité une conférence des Premiers ministres, les Länder disposent de 3 à 6 voix, en fonc-

centre. La démocratie existe par le centre. Si le centre s'affaiblit, notre démocratie s'affaiblira elle aussi.

Et tant que nous pourrons maintenir la démocratie nationale envers la dictature de la finance mondiale, nous aurons besoin de partis politiques qui, plus sérieusement qu'ils ne le font actuellement, tiennent compte de la fonction centrale occupée par les classes moyennes dans notre économie et notre société.

- ¹ Hamer, E./Jörgens, O. *Mittelstandssoziologie des* selbst. und angest. Mittelstandes, Hannover 2019
- ² Hamer, E./Jörgens, O. ibid., Chap. 3.2
- ³ Statistisches Bundesamt. Erwerbstätigenübersicht. Mikrozensus 2017
- Jörgens, O. *Der angestellte Mittelstand*. Hannover 2015, Kap. 8, p. 115s.
- ⁵ Jörgens, O.ibid., p. 136/137s.
- ⁶ Jörgens, O. ibid., p. 152
- Hamer, E. Wer finanziert den Staat? Hannover
 21982; ders. in: *Mittelstand unter lauter Räubern*,
 a.a.O., p. 17s.
- 8 Hamer, E., ibid., p. 166
- 70% des multinationales listées au DAX
 (DeutschenAktienIndex, principal indice boursier allemand) sont aux mains d'étrangers.
- ¹⁰ Hamer, E., ibid., p. 168
- ¹¹ Hamer, E. ibid.
- ¹² Hamer, E./Jörgens, O. ibid., Kap. 6.5
- Grâce à des délocalisations dans des paradis fiscaux, Amazon n'a, sur 34 milliards, payé qu'1% d'impôts.

tion de leur population. Cela étant, l'égalité entre citoyens n'existe pas, ni l'égalité entre Länder, car leur population varie entre moins d'un million et quelque 17 millions d'habitants. Chaque Land doit par ailleurs voter d'une seule et même voix, même si son gouvernement est mené par une coalition de partis et qu'il existe donc un parti d'opposition. Ce lissage est très loin de fournir un résultat représentatif de la volonté des électeurs du Land; les minorités n'y ont pas droit à la parole. Suite à ce système institutionnel, cet exécutif-législatif est donc presque forcé de rester détaché du citoyen, lequel semble bien l'avoir compris, comme en témoigne l'opinion majoritaire selon laquelle le Bundesrat, plutôt que d'être une Chambre servant l'intérêt des Länder au niveau de la Fédération, n'est qu'un organe supplémentaire assez superflu d'expression du pouvoir des partis.

Quelques perspectives

Les Bundesländer doivent prendre pleinement conscience de la souveraineté que leur confère la Loi fondamentale et se réapproprier des compétences ayant été transférées au niveau fédéral ou même européen. C'est un grand projet que nous ne sommes pas en mesure de détailler ici. Toutefois, il s'agit d'une nécessité démocratique, d'une souveraineté devant agir de bas en haut. La direction inverse caractérise les Etats centraux, auxquels la République fédérale n'appartient pas selon sa Loi fondamentale, ou encore les dictatures.

Pour qu'il représente un véritable pouvoir législatif des Länder, le Bundesrat devrait être constitué au niveau fédéral. Cet ajustement est envisageable dans le cadre de modifications acceptables de la Loi fondamentale. Les démocraties exemplaires à ce niveau, telles que les Etats-Unis et la Suisse, appliquent ce principe: pour chaque région, c'est un même nombre de représentants qui est élu directement au niveau fédéral. Au Sénat américain, la seconde chambre du Congrès, 2 sénateurs siègent à Washington pour le Vermont et ses 700 000 habitants, et 2 également pour la Californie et ses 39 millions d'habitants. En Suisse, le Conseil des Etats fonctionne selon le même modèle.

Est-ce injuste? Non, car au niveau fédéral, les Etats (Länder) représentent des unités disposant des mêmes droits, qu'il s'agit donc de pondérer aussi de façon égale. L'ONU ne fonctionne-t-elle pas de la même manière? Dans ce cadre, les citoyens des Etats respectifs ne pourraient avoir le même poids que si ces Etats avaient par hasard le même nombre d'habitants. Il s'agit néanmoins d'unités politiques apparues au cours de l'histoire, résultant parfois de décisions antérieures, parfois légitimées a posteriori, mais des unités tellement importantes aujourd'hui en Allemagne que certaines d'entre elles ont même été confirmées par une votation populaire! Chaque Land est un élément constitutif de la Fédération, ni supérieur ni inférieur à un autre. C'est un principe démocratique fondamental dans une fédération, sans quoi il ne serait pas question de fédération, mais d'une sorte de société anonyme où les plus gros contributeurs pèsent plus lourd. Au niveau de la Fédération, on applique en substance le principe «one state, one vote», tout comme lors des votations dans chaque unité, avec «one man, one vote».

Ce principe voulant que chaque citoyen dispose d'une voix égale est d'ailleurs valable autant pour le professeur d'économie que pour le citoyen sans certificat de fin de scolarité. Faut-il mettre cela en question aussi? Différencier les Länder selon leur force intérieure au lieu de les considérer comme des entités à part égale s'opposerait justement à un fonctionnement démocratique fédéral. Cela dit, lors de votations populaires notamment, le principe «one man, one vote» fonctionne de manière particulière, car chaque citoyen vote dans sa circonscription électorale. Ces dernières regroupent en moyenne 200 000 citoyens, mais leurs populations respectives varient parfois beaucoup; malgré tout, chaque voix de citoyen n'a donc pas le même poids. Faut-il dès lors procéder à un recensement de la population avant chaque vote, afin de réorganiser les circonscriptions de manière plus «juste»? Non, de telles «injustices» doivent être acceptées, si elles ne sont pas plus graves que cela.

Toutefois, concernant la Chambre des Länder dans la Fédération, il n'y aurait justement pas d'injustice si chaque Land représenté dans la Chambre disposait du même droit de vote. Comme alternative, on pourrait imaginer une autre distribution des Länder, mais cette volonté devrait émaner de la population. En France, cela a été décidé à Paris avec les départements. La répartition qui en résulte est sans doute très «juste», mais elle ne favorise en rien une culture de la démocratie.

Pour favoriser une conscience fédérale et donc démocratique, une chose serait importante avant tout: l'élection directe du Bundesrat. Cela renforcerait la conscience du citoyen face à la signification de son propre Land comme élément constitutif de la Fédération. Lors de ces élections, un droit électoral distinct de celui en vigueur lors des élections du Bundestag et des parlements des Länder (Landtage) pourrait être appliqué. Car le Bundesrat ne représente pas 299 conscriptions électorales, mais 16 Länder. Actuellement, le Bundesrat et ses 3 à 6 voix par Land compte 69 membres. Nous pourrions imaginer qu'il soit par exemple doté de 64 membres, 4 par Bundesland. Nul besoin alors de donner aux électeurs deux voix, une portant sur une personne et une portant sur un parti [comme pour le droit de vote au Bundestag, cf. 2e partie, ndlr.], si l'on souhaite obtenir le choix d'une personnalité et la protection des minorités.

Proposition: chaque citoyen dispose d'une voix, choisit une personne, et les 4 candidats arrivant en tête sont élus. Il peut s'agir de membres d'un parti, mais il n'y a aucune obligation s'ils peuvent attester un certain nombre de soutiens dans leur Land. Il peut paraître injuste que le candidat arrivé en quatrième position soit élu au même titre que le premier. Cela favoriserait sans doute les plus petits partis ou les candidats hors parti. Ce fonctionnement servirait d'une part de compensation face à la représentation excessive dont profitent essentiellement au Bundestag les grands partis, laquelle ne peut être exclue malgré la proposition exposée dans la 2e partie de cette série d'articles. D'autre part, il peut aussi inciter au renouvellement ciblé des alliances électorales dans l'intérêt du Land.

Bien entendu, notre proposition peut encore être améliorée. L'élection directe du Bundesrat et le droit électoral envisagé n'est qu'une des possibilités envisageables pour renforcer la bonne volonté de la Loi fondamentale en faveur d'un Etat fédéral méritant véritablement d'être appelé ainsi. Compte tenu de la perte de compétences rampante dont sont victimes les Länder, la mise en pratique plus conséquente de leur souveraineté effective n'est pas moins importante. Les Länder doivent conserver plus activement chez eux, dans leurs parlements les tâches que leur attribue la Loi fondamentale, ou les y ramener. Pour y parvenir, il est essentiel de pouvoir s'appuyer sur une structure de répartition et une compétence décisionnelle adéquate en matière fiscale. Cela aussi doit aller de bas en haut, et non l'inverse. A ce propos, la Suisse offre un exemple instructif. Si les citoyens décident directement aussi en matière fiscale (1^{re} partie) et parviennent à se libérer davantage de la représentation des partis (2e partie), cela peut inciter au renforcement des Bundesländer et donc à une application décentralisée de la démocratie.

L'idée de base demeure: les structures institutionnelles facilitant la participation des citoyens à la vie politique favoriseront également cette participation. Et une participation plus directe des citoyens à la vie politique rendra plus difficiles les tendances des acteurs politiques ne s'orientant pas vers le bien-être commun et la médiation honnête des différents intérêts. Telle est la perspective d'une démocratie durable.

d une democratie durable. (Traduction *Horizons et débats*)

- ¹ Rudzio, Wolfgang. Das politische System der Bundesrepublik Deutschland. Wiesbaden 2019, p. 304sq.
- ² Fischer, Christian. https://zeitgeist-online. de/exklusivonline/nachdenkliches-undschoengeistiges/1040-demokratie-braucht-nation. html
- Rudzio, Wolfgang. loc. cit., p. 255sq.

Un pont culturel précieux

Au sujet du livre d'art récemment publié et intitulé «Julius von Klever – peintre à la Mare Balticum» d'Alfried Nehring

par Urs Knoblauch, journaliste culturel suisse

Avec le magnifique volume d'art «Abendglocken an der Wolga - Russische Künstlerkolonien um 1900» [Les cloches du soir sur la Volga – communautés d'artistes russes vers 1900], Alfried Nehring, spécialiste du théâtre et des arts plastiques, ne se contenta pas de représenter de manière impressionnante la vie et l'œuvre du célèbre peintre paysagiste russe Isaak Levitan (1860–1900), mais il contribua également à entretenir la tradition des bonnes relations entre l'Allemagne, la Russie et les autres pays européens. («Horizons et débats» a présenté le livre dans son n° 11 du 15/5/17.) Dans son nouveau livre d'art, on peut maintenant découvrir l'important peintre paysagiste balte-allemand-russe Julius von Klever (1850-1924).

Cet artiste illustre aussi une étroite relation entre la Russie et l'Allemagne, mais aussi son ouverture vers l'Europe. Dans l'œuvre de sa vie, on retrouve de fortes références aux Etats baltes, à l'Allemagne et à la Russie. Il fait partie des grands artistes réalistes russes du XIXe siècle et il a développé un style reflétant des points communs avec le romantisme tardif et notamment avec Caspar David Friedrich. L'étude de la nature a toujours été centrale: «L'étude est le dialogue le plus intime de l'artiste avec la nature», déclare Julius von Klever. Le peintre a vécu de nombreuses années en Allemagne, a participé à de grandes expositions d'art internationales, a été de son vivant le peintre russe le plus connu en Allemagne et en France, et le chouchou des salons de Petersburg. En 1880, Julius von Klever fut l'un des premiers à exposer au célèbre Salon de Paris. Il est devenu célèbre grâce à ses motifs paysagers russes, qui ont influencé toute son œuvre. De nos jours, ses tableaux se trouvent dans de nombreux musées et sur le marché de l'art, où ils sont très recherchés et pas seulement par les collectionneurs russes.

La biographie comme clé de la vie d'artiste

Julius von Klever est né le 31 janvier 1850 dans la ville universitaire traditionnelle de Dorpat – aujourd'hui Tartu en Estonie – en tant que fils d'un chimiste et il a grandi en étant multilingue. Après la fin du lycée, il étudie à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg. Selon la tradition familiale, il porte le même prénom que son père et le transmet également à l'un de ses fils.

Alfried Nehring présente de manière vivante intéressante l'histoire de la famille: deux ans avant la naissance de Julius, «son père avait obtenu une maîtrise en pharmacie. Il a écrit le travail nécessaire en allemand. Le traité de 56 pages portait principalement sur l'utilisation du phosphore comme engrais et était fondé sur les recherches du célèbre agronome et chimiste allemand Justus von Liebig. Bien que les Klevers, comme beaucoup de familles germano-baltes, avaient un titre de noblesse, il s'est abstenu de les nommer dans son mémoire de maîtrise. Après avoir réussi l'examen, le jeune scientifique épouse Maria Magdalena Gradek, également issue d'une famille allemande. Ses espoirs d'une brillante carrière à l'Université de Dorpater ne se réalisent pas. Il ne trouve du travail qu'en tant que pharmacien à l'Institut vétérinaire. Le mariage donne naissance à quatre enfants» (catalogue, p. 13), Julius avec comme second nom Sergius est le fils aîné suivi de deux filles et un fils cadet. La vie de famille est turbulente et pleine de joie de vivre, des «parties de chasse auxquels les amis de son père aiment emmener le garçon Julius Sergius amoureux de la nature, il rapporte souvent des dessins d'animaux de la forêt.» (p. 13)

L'auteur fait référence aux conditions géographiques et politiques complexes. Par exemple, le «Gouvernement livonien de Russie» est administré depuis Riga, «bien sûr par un gouverneur russe nommé par le tsar», et «les autorités judiciaires, le commandement militaire, la police et les administrations des comtés sont composés de fonction-



Julius von Klever «Am Strand von Ahlbeck», 1904, huile sur toile © Auktionshaus Neumeister München

naires russes. Ni la population estonienne ni la population lettone ne sont représentées dans la classe sociale supérieure. Néanmoins, les différents groupes de population vivent ensemble pacifiquement et sans conflit dans une large mesure.» (p. 13)

Pour la famille du tsar au pouvoir et la dynastie Romanov, «le potentiel scientifique et culturel des familles germano-baltes de Dorpat est de grande importance, c'est pourquoi [elles] donnent de nombreuses décorations. Le pharmacien Klever est également nommé conseiller d'Etat et chevalier», mais reste néanmoins au plus bas niveau de l'Institut vétérinaire en 40 ans d'activité. Au cours de la dernière décennie du XIXe siècle, une «campagne de russification du gouvernement tsariste» a été imposée au gouvernorat de Livonie. «En 1893, Dorpat fut rebaptisé Yuriev et dut utiliser ce nom jusqu'à l'indépendance estonienne en 1918. Le russe devient la seule langue officielle. Un ukase du tsar mit ainsi fin aux très libérales «relations baltes>.» (p. 14)

Ces aperçus ont pour but de montrer clairement l'influence des facteurs familiaux et politico-culturels sur l'évolution du jeune artiste. L'intérêt précoce de Julius von Klever pour la nature, le dessin et la peinture a été décisif pour sa vie d'artiste. Bien qu'il pensait étudier l'art à l'Université de Saint-Pétersbourg à l'âge de 17 ans en 1867, le contact personnel avec son professeur de dessin au gymnase/lycée, le célèbre artiste Konstantin von Kügelgen, fut décisif. Ami de la famille et peintre de la cour des Romanov, il devint son modèle et le promoteur de son talent. Dès 1874, Julius von Klever devient membre fondateur de la Société des expositions d'art de Pétersbourg et reçoit le premier prix de l'exposition. Sans diplôme, il devient finalement membre de l'académie et professeur à Saint-Pétersbourg. Nehring souligne l'importance de cette relation humaine: le fait que Konstantin von Kügelgen ait également cultivé des liens familiaux depuis Saint-Pétersbourg «prouve à quel point il était un mentor presque paternel pour Julius von Klever». Julius von Klever lui-même devint par la suite un bon mentor paternel pour la formation d'artiste de son fils Julius Julievitch Klever II. A partir de 1908, ce dernier étudie à l'Académie des Beaux-Arts de Munich et devient un peintre de natures mortes à succès. Il a accompagné son père dans ses nombreux voyages et études de la nature. Malheureusement, il mourut «pendant le blocus de Leningrad par la Wehrmacht fasciste» (p. 42).

Dans le contexte de ces réflexions sur la biographie du jeune peintre, il est également compréhensible que Julius von Klever, jeune artiste, ne se soit pas tourné vers le groupe et la tradition des Peredvijniki (les Ambulants) et leurs préoccupations révolutionnaires sociales concernant Ilia Répine. Ces peintres ambulants quittaient les villes à la quête de la campagne rendant hommage, en tableaux impressionnants, aux paysans et à leur environnement. La voie de Klever en vue de devenir artiste et d'atteindre ses objectifs s'est formée très tôt dans sa famille, notamment dans les relations familiales inspirantes, en particulier parmi les classes supérieures et sous l'influence de ses professeurs et mentors: «La carrière sensationnelle du jeune Klever à l'Académie de Saint-Pétersbourg fut attribuée, par beaucoup de ses collègues peintres, à la protection du tsar Alexandre II et de la grande duchesse Maria Nikolaïevna.» Et Nehring de poursuivre: «La sœur du tsar était présidente de l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg.» (p. 11) Le célèbre collectionneur de beaux-arts et mécène Pavel Tretiakov a également contribué au succès de l'artiste en achetant une de ses œuvres.

Réalisme des paysages aux ambiances lumineuses enchanteresses

Les peintures de Julius von Klever se caractérisent par un réalisme à la fois extrêmement exact et poétique. Ses peintures paysagistes et ses nombreux sujets maritimes rayonnent dans leur atmosphère lumineuse et magique. On est placé dans des campagnes et mondes empreints de romantisme. Ses magnifiques tableaux consacrés à la forêt avec toutes ses profondeurs mystérieuses font l'écho de fortes images intérieures, basées sur ses propres vues de la nature ainsi que sur ses premières expériences en dessin. Selon Alexandre Benois, directeur du Musée russe de Saint-Pétersbourg, les tableaux «reflétaient une si forte illusion, que les expositions consacrées à ses toiles provoquaient de véritables scandales, les visiteurs escaladant parois de séparation pour découvrir s'il y avait, derrière ces <miracles>, quelque tromperie ou si les peintures étaient projetées ou illuminées par derrière. Certains enfonçaient les toiles de leurs doigts, les caressaient pour chercher les «astuces» cachés. Ces casse-cous durent être éloignés avec l'aide de la police.» (p. 11)

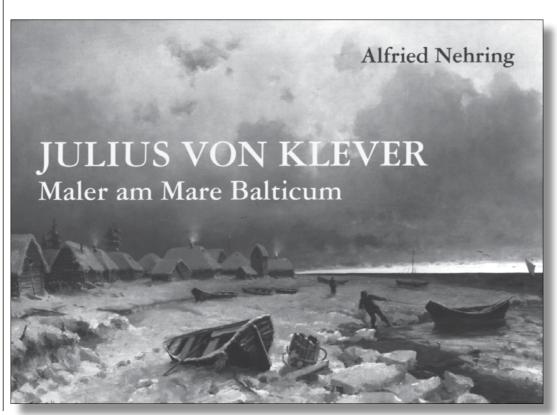
Séduction par la vie luxueuse et retour au sens de la vie

L'artiste a peint beaucoup de toiles plaisantes, il les vendait bien et, en 1889, fut invité par le multimillionnaire moscovite Kuznetsov à peindre une galerie murale dans son palais d'été à Foros en Crimée, le «lieu du désir» de nombreux artistes grâce à sa beauté méditerranéenne. Alfried Nehrung écrit: «La vie luxueuse dans le palais d'été de Foros a quelque chose de séduisant et ne reste pas sans influence sur le développement ultérieur du peintre.» (p. 53) Le grand succès de l'artiste, ses richesses et sa prospérité croissantes, ses innombrables voyages et expositions ainsi que le monde des grandes fortunes entraînent le peintre vers un mode de vie dangereux marqué par la passion du jeu le conduisant à s'égarer et à s'endetter. Il arrive pourtant à se libérer de ces enchevêtrements dangereux, «retrouvant le chemin d'un travail artistique honnête». Il «quitte Saint-Pétersbourg, se rend en Finlande, vit quelques années à Riga et en Biélorussie avant de retrouver pied en Allemagne» (p. 58). En 1909, dans les colonnes de la «Petersburger Zeitung», l'artiste décrit, de façon impressionnante, ses «mauvaises années perdues»: «J'avais arrêté d'explorer la nature à la recherche de nouveaux motifs. [...] Je dû décider de ne plus m'abandonner dans ce courant torrentiel, [...] avant qu'il ne soit trop tard ...»

L'artiste décède le 24 décembre 1924 au sein de sa famille. Il sera inhumé à côté de ses célèbres collègues peintres «au cimetière de Smolensk à Saint-Pétersbourg, lieu de sépulture traditionnel des professeurs de l'Académie impériale des Beaux-Arts et de l'Université de Saint-Pétersbourg.» (p. 79)

Le magnifique livre d'art, le premier ouvrage en langue allemande sur Julius von Klever, mérite d'être largement diffusé. L'auteur écrit: «Ma femme et moi, nous nous sommes plusieurs fois rendus à Saint-Pétersbourg et à Moscou pour faire les recherches nécessaires pour ce livre. Nous avons également suivi les traces biographiques de Julius von Klever en Estonie et en Lettonie. Nous n'oublierons jamais la gentillesse des personnes rencontrées lors de ces voyages de formation. Pour nous, l'Europe de l'Est ne s'arrête pas à la frontière extérieure de l'UE. Puisse ce livre être une petite contribution pour davantage de compréhension et de partenariat pacifique.» (p. 84)

Ce bel ouvrage (ISBN 978-3-941-064-75-1) peut être commandé au prix de 24 euros, auprès de l'auteur Alfried Nehrig, Weg zum Hohen Ufer 21, D 18347 Ahrenshoop; par télephone 0049-38220-66189; par courriel: nehring.ag@t-nline.de et post@julius-klever.com et sur Internet www.julius-klever.com



La valeur pédagogique de la confiance

par Carl Bossard*

Le monde, une énorme montagne de problèmes! Voilà l'impression obtenue en lisant actuellement les publications et les programmes scolaires. C'est pourquoi, nous avons besoin de confiance.

Quiconque travaille avec des enfants et accompagne des adolescents sur leurs chemins d'apprentissages et de vie, doit lui-même faire preuve de confiance et d'optimisme. Ni l'optimisme aveugle ni la confiance naïve et illusoire accompagnés d'une pensée positive rapidement citée. Il ne s'agit pas non plus de présenter naïvement toute la vie en rose. Non, il s'agit de la confiance réelle, la confiance en tant qu'attitude fondamentale humaine – représentant pour la jeune génération une assurance de vie mentale et un carburant indispensable pour la vie. Les ressources mentales vivent de cette énergie motivante nommée la confiance.

«Resignatio» n'est pas une atmosphère saine

En consultant les titres de la liste des livres actuels, on rencontre de nombreux sujets difficiles à digérer et oppressants: «Le démantèlement de

la démocratie», «La disparition des démocraties», «L'humanité se détruit», «Cœurs vides». La liste est longue et la teneur souvent morose, le déclin sociétal et la résignation sont palpables. Ici et là, il s'agit même d'un jeu avec des termes pessimistes, voire des peurs apocalyptiques. Pourtant, selon Gottfried Keller, cet intelligent écrivain suisse à la pensée politique aigüe, «Resignatio n'est pas une atmosphère saine».¹ Cela vaut aussi pour l'école. Elle ne doit pas d'une part entretenir une anthropologie positive et d'autre part insuffler le pessimisme. «Resignatio» secrète du poison pour les enfants. Ce serait une autre sorte de crise du climat. L'école doit s'y opposer et transmettre la confiance.

Le monde est bien plus qu'une montagne de problèmes

Le *Plan d'études 21* – un reflet de notre temps? Telle est la question que l'on se pose lorsque l'on parcourt les 470 pages et étudie les 363 compétences avec leurs 2300 niveaux de compétences. Là, l'énigme représentée par l'être humain est partiellement limité à des compétences et le monde apparaît essentiellement comme une gigantesque et monotone montagne de problèmes, où il n'y a qu'une

* Carl Bossard, 69 ans, est un ancien professeur de lycée et recteur-fondateur de la Haute Ecole pédagogique du canton de Zoug. Actuellement, il dirige des formations continues et conseille des établissements scolaires.



«Les élèves en difficulté scolaire ont besoin d'enseignants, qui les encouragent et leur construisent un tremplin vers la réussite – donc vers la confiance et le sentiment «moi-aussi, j'en suis capable!» (photo caro)

seule chose à faire: résoudre des problèmes et acquérir des compétences contrôlables. On formule des problèmes mondiaux hautement complexes en les reliant à une quantité de réponses consultables par ci et par là.² On doit travailler ces problèmes de manière autonome et orienté sur les compétences. Ainsi, chaque élève est son propre gestionnaire et l'apprentissage est livré à son expérience individuelle. Cette complexité surmène de nombreux enfants, notamment les élèves faibles et moyens. Ils n'ont pas l'opportunité de ressentir la joie de l'apprentissage réussi donnant un sens au travail scolaire. C'est justement de cela dont les jeunes ont besoin; cela les renforce et crée la confiance.3 Rien ne stimule autant que le succès (dans l'apprentissage).

Le fait d'avoir à résoudre des problèmes fait tout naturellement partie de l'existence humaine. C'est inévitable. Toutefois, estce vraiment nécessaire pour autant de limiter toute l'instruction scolaire à la capacité de manier des compétences et de s'en servir comme des instruments? C'est pourtant ce qui est demandé. «Tous les objectifs du Plan d'études 21 sont définis par le verbe «können» [être capable de]», a récemment déclaré publiquement la direction de l'instruction publique du canton de Zoug.4 Cela se présente par exemple de la manière suivante: «Les élèves sont capables de percevoir leur corps de manière différenciée au niveau sensorimoteur, de l'utiliser et de réagir à la

musique.» Et plus loin: «[IIs] sont capables de s'orienter dans l'espace par rapport à la musique et dans un groupe.»

Il existe une formation au-delà des compétences vérifiables

Si tout est présenté comme un problème la musique et la poésie, même la communication et l'esthétique -, alors l'école oublie que le monde nous invite encore à tout autre chose, notamment à l'étonnement et à l'insouciance, à la sensibilité au beau et au mystère, à la passion, à l'ardeur du devoir accompli, à la confiance mais aussi à un comportement obstiné, non-conformiste et oppositionnel. La compétence n'est pas seulement ce qu'on est capable de faire et ce qu'on sait. On peut acquérir ces propriétés et en disposer; on peut les contrôler, les tester, les certifier. Cependant, il y a encore une troisième chose: l'existence humaine, l'attitude fondamentale de l'humanité. Suis-je là aussi compétent? Suisje curieux, digne de confiance, empathique et engagé, respectueux face à autrui et à l'environnement, confiant?

Aimer le monde et en prendre soin

Il y a une obligation à la confiance, a écrit *Emmanuel Kant*. Notamment dans les moments de fragilité. Les adultes doivent être des modèles pour les enfants, également à l'école. L'enseignement – selon les études à propos de son efficacité – est une rencontre entre deux personnes, une opportunité de

dialogue. Tous les pédagogues socratiques le savent. La compétence et l'attitude de l'enseignant sont décisives – sa confiance en l'enfant et en ses capacités, son modèle et ses attentes, son optimisme et sa passion pour le monde.⁵ De là découle la passion pour la pédagogie et l'enseignement.

Ce n'est pas pour rien que la philosophe politique *Hannah Arendt* a *écrit*: «L'amour du monde se développe grâce à l'éducation pour nous aider à assumer notre part de responsabilité.» Aimer le monde, pour en prendre soin en coresponsabilité. Peut-être que le poète français *Romain Rolland*, cible dans le mille avec la phrase de son roman *Vie de Michel-Ange*: «Il n'existe pas d'autre héroïsme que de voir le monde comme il est et de l'aimer quand-même.» Quelle bonté! Et pourtant si difficile à mettre en application.

Les enfants ont besoin d'encouragement et de confiance

Les élèves en difficulté scolaire ont besoin d'enseignants, qui les encouragent et leur construisent un tremplin vers la réussite – donc vers la confiance

et le sentiment «moi-aussi, j'en suis capable!» Souvent, ces enseignants doivent atteindre les cœurs. Ce qui se passe à l'école entre l'enseignant/l'enseignante et les élèves ne passe pas en premier par la réflexion, mais de l'œil à l'œil, des sens aux sens; donc, tant au niveau du corps que de l'âme. Il en va de même avec l'encouragement et l'expression de la confiance. Le devoir pédagogique de transmettre la confiance est aujourd'hui absolument primordial.

Le monde a besoin d'hommes et de femmes osant se confronter aux problèmes de ce monde, se sentant responsables et affirmant comme *Faust* en toute confiance: «J'ose aller dans le monde/en traversant les peines et les joies.»

Source: *journal21* du 22/5/19 (Traduction *Horizons et débats*)

- Pestalozzi, Karl. Gottfried Keller. Kursorische Lektüren und Interpretationen. Bâle 2018, p. 237
- ² vgl. Kaube, Jürgen. Illusionen der Pädagogik, in: Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung du 19/5/19, p. 33
- ³ vgl. Schnabel, Ulrich. Zuversicht. Die Kraft der inneren Freiheit und warum sie heute wichtiger ist denn je. Munich 2018
- ⁴ Endspurt für den Lehrplan 21 in den Zuger Gemeinden. In: Zuger Zeitung du 22/4/19, p. 21
- Hattie, John & Zierer, Klaus. *Visible Learning. Auf den Punkt gebracht*. Hohengehren 2018, p. 146s.
- ⁶ Arendt, Hannah. «Die Krise der Erziehung.» In: Zwischen Vergangenheit und Zukunft. Munich 1994, p. 276

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

*Editeur*Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration Case postale, CH-8000 Zurich Tél.+41 44 350 65 50 Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6 IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6 BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Hilal commence à parler

par Ursula Felber, enseignante suisse

Hilal, une fillette turque, est arrivée chez moi en 1^{re} classe primaire. Elle n'avait guère parlé au jardin d'enfants. Ses parents, vivant en Suisse depuis plusieurs années, m'ont raconté qu'Hilal s'exprimait très bien dans sa langue maternelle et communiquait normalement avec eux et avec les deux frères.

Hilal était une petite fille frêle travaillant avec précision et fiabilité. Mais elle ne parlait pas. Ses yeux et l'expression entière de son visage exprimaient son intérêt et sa concentration dans tout ce qu'elle entreprenait. En l'espace de six mois, elle a appris toutes les lettres de l'alphabet et a commencé à lire. Après quelques mois à l'école, elle s'est liée d'amitié avec Emire, une fillette de Bosnie. Les deux enfants se sont également rencontrés durant leur temps libre. Emire ne parlait pas le turc, elles devaient donc inévitablement s'entretenir en allemand. Quelques mots leur suffisaient pour communiquer. Souvent, elles clarifiaient des choses par des signes de la main et de facon non verbale.

Au cours de plusieurs entretiens avec les parents, j'ai tenté de comprendre pourquoi Hilal était si réservée. Son frère aîné traduisait les conversations. Hilal avait déjà la réputation d'être partout la fille sans communication. A la demande de la maîtresse de

participer à l'enseignement, elle gardait le silence. Ce n'était qu'en étant à deux qu'elle prononçait parfois quelques mots avec hésitation. Elle était parfois exposée à l'impatience de ses camarades de classe bruyants et rapides. Je me demandais souvent comment elle vivait les récréations. Mais elle n'est jamais restée à l'écart.

Au bout d'un an, je devais décider de la suite à donner à la scolarité d'Hilal. Sans commencer à parler, elle ne serait pas en mesure de suivre les cours de la prochaine classe et à développer ses capacités linguistiques.

J'ai une fois de plus invité les parents à un entretien. Cette fois, la mère est arrivée avec une traductrice turque. Elle fut très surprise de ce que je lui disais concernant la situation scolaire de sa fille. Elle n'était absolument pas consciente des difficultés et de leurs conséquences pour l'avenir scolaire. Il s'avéra alors que le frère aîné n'avait pas traduit correctement par considération pour la petite sœur. La mère raconta qu'à la maison Hilal était parfois très têtue et qu'elle piquait des crises de colère quand ses désirs n'étaient pas réalisés. J'ai encouragé la mère à demander à sa fille d'arrêter ce comportement et d'exprimer ses besoins et ses désirs comme tout le monde. Il fallait qu'elle accepte ce que sa mère lui demandait.

Au cours de cette conversation, il est devenu évident que la retenue d'Hilal à l'école était liée à son ambition de ne pas faire d'erreur et d'être la meilleure. Partant de cette hypothèse, j'étais en mesure d'être plus exigeante envers Hilal. Après quelques semaines déjà, le mur du silence fut brisé et Hilal participa tout naturellement aux cours non pas de façon timorée et hésitante, mais de manière bouillonnante et bruvante en conformité avec son tempérament. Même si le vocabulaire d'Hilal était encore restreint et qu'elle faisait des erreurs dans la construction des phrases, on comprenait toujours ce qu'elle voulait dire. Ainsi, elle put développer ses compétences linguistiques. Si j'étais resté avec l'image de la frêle et timide petite Hilal. elle n'aurait probablement toujours pas commencé à parler. Peut-être qu'on l'aurait placée dans un établissement spécialisé. Nous pouvons deviner comment cela aurait affecté son parcours scolaire et son développement personnel.

Cet exemple montre à quel point chaque enfant a le désir de participer à la communauté et à occuper sa place d'égal à égal. L'acquisition de la langue du pays constitue une pierre angulaire pour l'intégration dans la société.